

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Culture du Coton

en

Afrique Occidentale Française

THÈSE

pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Mars 1931

PAR

LOUIS ROBERT

PRÉSIDENT : M. H. TRUCHY.

SUFFRAGANTS : M. PERREAU, professeur.

M. MAUNIER, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1931

La Culture du Coton
en
Afrique Occidentale Française

La Culture du Coton en Afrique Occidentale Française

THÈSE

pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le Jeudi 12 Mars 1931

PAR

LOUIS ROBERT

PRÉSIDENT : M. H. TRUCHY.

SUFFRAGANTS : M. PERREAU, professeur.

M. MAUNIER, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

La guerre de 1914-1918 a montré, d'une façon aveuglante, la nécessité vitale d'assurer notre ravitaillement en matières premières. Le coton, plus peut-être que tout autre, en raison de l'importance de notre industrie cotonnière (depuis la désannexion de l'Alsace particulièrement) et de la multiplicité de ses applications (explosifs, etc...) doit être l'objet de nos préoccupations. Or, nous devons chercher des sources de production de cette matière première indispensable si possible sur notre sol, pour nous affranchir du tribut que nous payons chaque année à l'étranger, et spécialement aux Etats-Unis, et pour suppléer, dans un temps peut-être proche, aux importations que nous tirons de ce dernier pays si, comme il en prend le chemin, il absorbe presque intégralement sa production de coton en développant ses tissages et ses filatures.

Notre pays ne présente pas les conditions de climat et de sol nécessaires pour produire la précieuse fibre, mais nous avons heureusement diverses colonies qui sont susceptibles de devenir nos principaux fournisseurs : l'Indo-Chine, les Nouvelles Hébrides, les Antilles, la Syrie, malheureusement amputée de la Cilicie, du fait que la riche plaine d'Adana, du Cap Anamour à l'Amanus, rentrait dans la zone que le partage anglo-français

IV

du proche Orient nous avait réservée et qu'elle promettait, moyennant la régularisation de quelques torrents descendant du Taurus, de devenir, du point de vue cotonnier, une seconde Egypte. Les fautes lamentables commises là-bas après l'armistice par des chefs incompetents (cf. le récit des événements fait par M. le général Brémont), et que le maréchal Pétain n'avait pas reçu l'autorisation d'aller inspecter (en raison de la tension sur le Rhin et de l'inquiétude du Ministre de la Guerre d'alors, M. Lefèvre), nous ont, hélas, privés de cette terre fertile.

Il nous reste heureusement nos possessions d'Afrique, que la construction du Transsaharien, qui entre enfin dans l'ère des réalisations, rapprochera de nous, et qui nous offrent de vastes possibilités cotonnières. C'est là qu'est la clef du problème.

Un tour d'horizon sur le continent noir nous permettra de prendre mieux conscience des richesses encore virtuelles que nous y possédons et l'exemple qui nous est donné par les Anglais et par les Belges ne peut que nous inciter à nous occuper activement d'accroître sur les terres françaises d'outre-Méditerranée et d'outre-Sahara les plantations de coton et leur rendement. Les résultats obtenus par nos premiers essais rendraient criminel l'abandon d'une politique cotonnière suivie en Afrique. Nous avons là, pour la bataille économique qui se poursuit, une de nos meilleures cartes.

Il ne faut pas oublier, en effet, que la France

achète chaque année environ 350.000 tonnes de coton valant près de 5 milliards. Eviter ce décaissement relèverait singulièrement notre balance commerciale et notre autocéphalité économique.

Où achetons-nous le coton nécessaire à nos 9.567.000 broches ? Les statistiques nous apprennent qu'en 1927, 356.000 tonnes de coton provenant des pays ci-après ont été livrées à la consommation : (1)

<i>Etats-Unis</i>	<i>243.266 tonnes</i>
<i>Egypte</i>	<i>40.504 »</i>
<i>Indes anglaises</i>	<i>26.017 »</i>
<i>Grande-Bretagne</i>	<i>9.841 »</i>
<i>U. E. belgo-luxembourgeoise..</i>	<i>8.007 »</i>
<i>Afrique occidentale française..</i>	<i>3.158 »</i>
<i>Turquie</i>	<i>2.400 »</i>
<i>Autres pays</i>	<i>22.807 »</i>

356.000 tonnes

La France compte parmi les pays possédant une industrie cotonnière importante. En 1925, la France possédait en effet 5 % des broches à filer existant dans le monde, et 7 % du nombre

(1) La comparaison des statistiques des différents pays colonisateurs est rendue malaisée par la diversité des mesures en usage (cantars, balles, acres, etc...). Il est à souhaiter que les grandes associations cotonnières se mettent d'accord pour arriver à une réduction en quelque sorte à un commun dénominateur.

La production en coton égrené correspond en moyenne à 1/3 de la production en coton brut.

VI

total des métiers à tisser. Elle venait au quatrième rang après l'Angleterre (40 % des broches du monde, 29 % des métiers) ; les Etats-Unis (24 % des broches et 25 % des métiers) ; l'Allemagne (8 % des broches et 7 % des métiers).

Au premier semestre 1926, la France a consommé 1.122.000 balles de coton sur une consommation mondiale de 23.168.000 balles. Les consommations correspondantes étaient respectivement en 1913 1.004.000 pour la France sur 22.932.000. Il est difficile de chiffrer de façon exacte la production effective de l'industrie française du coton.

Les importations de coton d'après les statistiques les plus récentes se chiffrent comme suit :

TONNES	COTONS IMPORTÉS EN FRANCE	
	1929	1930
Etats-Unis	2.098.800	2.001.900
Indes	54.400	46.400
Egypte	51.700	40.100
République Argentine.....	4.200	1.900
Turquie	2.900	2.800
Brésil.....	1.300	200
Colonies Françaises	5.600	4.700
Autres	51.700	46.600

Environ 60 % de l'appoint des colonies en coton ont été fournis par l'Afrique Occidentale, dont les 39.710 quintaux de 1929 marquent une augmentation de 7.500 quintaux sur 1928. L'Algérie qui avait rétrogradé de 12.893 quintaux en 1927 à 9.304 en 1928 apparaît en progrès, non seulement sur l'année dernière, mais aussi sur l'antérieure, avec 13.445 quintaux. Le Maroc n'a pas précisément justifié les espérances que l'on avait conçues : de 343 quintaux en 1927, ses livraisons à la France étaient tombées à 195 quintaux en 1928, elles n'ont que péniblement atteint 230 quintaux en 1929.

Le Syndicat général cotonnier estime que la production des filés de coton a été, en 1926, de 236.000 tonnes contre 243.000 tonnes en 1913, mais les filés employés actuellement sont plus fins et, partant, moins lourds qu'avant les hostilités. Quant à la production des tissus de coton, elle a été, en 1926, de 12.300.000 pièces, contre 13.000.000 en 1913. Il semble donc qu'il y ait un certain ralentissement de l'activité cotonnière, surtout si l'on tient compte du fait que l'apport des usines alsaciennes devrait normalement entraîner un accroissement proportionnel de la production nationale.

Cependant, l'examen des statistiques d'importation de coton donne une impression nettement réconfortante.

L'importation de coton brut, qui était de 329.135 tonnes en 1913, et qui avait fléchi à 263.000 tonnes en 1922 et 261.000 en 1923, s'est relevée sensiblement pour atteindre 340.000 tonnes en 1925 et 360.000 tonnes en 1926.

D'après une statistique du département de l'agriculture aux Etats-Unis, sur le milliard et demi d'habitants de la terre, deux cent millions d'hommes vivent à peu près nus, cinq cent millions sont imparfaitement habillés, huit cent millions sont complètement vêtus. Or, à un dixième près, l'humanité qui s'habille est vêtue de coton.

Pour satisfaire aux besoins de son industrie textile, qui occupe plus de 1.200 industriels et 600.000 ouvriers, la France doit importer près de 1.200.000 balles de coton par an.

VIII

En ce moment, sa production coloniale lui fournit à peine 2 % de ses besoins ; elle est donc obligée de chercher le reste sur le marché étranger : 76 % aux Etats-Unis, 10 % en Egypte et le reste aux Indes particulièrement, tous pays ayant un change élevé.

Comment encourager notre production cotonnière coloniale ?

La loi du 31 Mars 1927, portant ouverture et annulations de crédits au titre de l'exercice 1926, a autorisé la perception, pendant une durée de dix années, d'un droit spécial de un franc par cent kilogs brut sur toute importation de coton dans la Métropole.

Le produit de ce droit, destiné à servir exclusivement au développement de la culture du coton dans nos territoires d'outre-mer, doit, aux termes de l'article 18 de la loi, être réparti, chaque année, entre les entreprises, œuvres ou organismes intéressés, par les soins d'une commission interministérielle spéciale dont la composition a été fixée par un décret du 16 Juillet.

L'Association Cotonnière Coloniale (A. C. C.) a été jusqu'à présent en totalité bénéficiaire du produit de cette taxe (3.124.654 fr. en 1928) et en a fait le plus judicieux emploi ainsi que nous le verrons ultérieurement en développant les centres d'égrenage et en faisant triompher la rationalisation indispensable au succès de toute culture cotonnière.

L'acheteur, en effet, exige l'homogénéité absolue

des cotons qu'il acquiert en vue de fabrications déterminées.

Les expériences faites par l'A. C. C. ont, en général, montré que mieux vaut développer la culture là où le coton est de qualité suffisante que de tâcher à l'améliorer là où son abâtardissement s'est stabilisé définitivement. (1)

De toutes nos colonies africaines, c'est l'A. O. F. qui nous donne le plus d'espoir pour le ravitaillement de la Métropole en coton. Voici l'importance respective pour la production cotonnière des diverses parties de l'A. O. F. :

	1926-1927	1925-1926
<i>Haute-Volta</i>	1.383 tonnes	2.597 tonnes
<i>Côte d'Ivoire</i>	1.245 »	808 »
<i>Soudan</i>	1.104 »	1.815 »
<i>Niger</i>	600 »	594 »
<i>Dahomey</i>	1.023 »	1.420 »
<i>Sénégal</i>	570 »	348 »
<i>Guinée</i>	502 »	485 »
<i>Mauritanie</i>	6 »	32 »
TOTAL	6.433 tonnes	8.099 tonnes

Le déficit de cette campagne, par rapport à celle de 1925-1926, est sensible. Les conditions météorologiques se sont montrées défavorables. Seule, la Côte d'Ivoire a réussi, avec les territoires d'impor-

(1) Les tourteaux de coton sont toxiques pour les porcs, mais plus nutritifs que ceux de lin pour les poulets ; mêlés de luzerne ou de maïs ils conviennent aux veaux.

tance secondaire, à fournir un tonnage de fibre supérieur, alors que la Haute-Volta, où les deux millions et demi de kilogs de fibre recueillis en 1925-1926 avaient autorisé les plus grandes espérances, a vu sa production réduite de presque 50 %. Sans avoir été éprouvé dans la même proportion, le Soudan n'en a pas moins rétrogradé de 35 %, ce qui ne manquerait pas d'avoir une répercussion déplorable à l'égard de la population indigène si la prochaine campagne ne venait redresser la situation.

Des quantités ci-dessus, il n'est guère resté plus de la moitié pour l'exportation, en raison de la demande de la consommation locale, pour la fabrication des tissus indigènes, cette consommation étant évaluée à 3.600 tonnes pour 1927 (chiffre analogue à celui de 1926). L'exportation, qui avait été de 2.250 tonnes en 1925 et de 4.000 en 1926, est retombée en 1927 à moins de 3.000 tonnes.

Voyons, avant d'examiner l'ensemble de la production cotonnière de l'A. O. F. les conditions dans lesquelles elle se présente dans chaque grande région et rappelons au préalable les conditions générales de la culture du coton en Afrique.

Conditions générales de la Culture du Coton en Afrique.

Le coton, dont l'industrie textile fait un si grand usage depuis l'Antiquité, provient de la bourre qui enveloppe les graines d'un arbuste équatorial, acclimatable dans les régions subtropicales, le cotonnier. Utilisé de longue date en Egypte, aux Indes et en Chine, le coton fut introduit par les Arabes en Espagne et implanté par les Espagnols en Amérique. L'emploi des tissus de coton se développa en Europe à partir de la fin du XVIII^e siècle, après la découverte du métier à filer le coton.

Le cotonnier, qui appartient à la famille des malvacées, exige une grande humidité naturelle ou provoquée par irrigation, pour la formation de sa graine et beaucoup de sécheresse pour sa maturation et sa cueillette. Epuisant rapidement le sol, il exige une terre riche comme celle des plaines alluvionnaires du Mississipi et du Nil ou richement reconstituée par l'emploi de la potasse comme engrais. On compte une vingtaine de variétés principales de cotonniers. Le cotonnier herbacé, que l'on cultive le plus souvent, fleurit trois ou quatre mois après les semailles. Ses fleurs jaunes se muent en capsules grosses comme des noix qui, une fois mûres, laissent apparaître par déhiscence une matière floconneuse blanche ou jaunâtre composée

de fibres adhérant aux graines. La cueillette se fait encore le plus souvent à la main, mais parfois au moyen d'aspirateurs automatiques. La séparation des fibres d'avec les graines s'effectue au moyen de machines dites égreneuses. Cette opération de l'égrenage donne en moyenne pour 100 kg. de coton brut, 75 kg. de graines et 25 kg. de fibres (soit 25 %). Les fibres de seconde qualité obtenues par le traitement des déchets se nomment linters. Après le nettoyage consécutif à l'égrenage, le coton est ensaché dans les balles standardisées quant au volume, mais dont le poids varie, selon la provenance et la qualité des fibres, de 140 à 300 kg. (225 kg. en moyenne, dans les statistiques). Le classement des fibres se base surtout sur leur longueur qui va de un à six centimètres. La production mondiale du coton a doublé de 1900 à 1925 et passé de 3 à 6 millions de tonnes.

Le développement de la production cotonnière exige d'importants investissements financiers et un patient effort technique. Mais, eu égard à l'urgente nécessité dans laquelle sont les industries textiles de s'affranchir des fournitures de matière première américaine, et eu égard aux multiples emplois du coton en temps de guerre (pansements pneumatiques, explosifs, etc...), les principales puissances s'efforcent de constituer sur leur propre sol les réserves de fibres qui leur sont indispensables. C'est ainsi que la Grande-Bretagne, qui contrôle déjà la production cotonnière en Egypte, attache tous ses soins à développer cette production aux

Indes et dans ses colonies africaines. C'est ainsi également que le Japon stimule en Corée l'extension de cette culture. C'est ainsi enfin que la France tâche à susciter dans ses colonies, et particulièrement en A. O. F., les plantations de cotonniers sur lesquelles son industrie textile a hâte de pouvoir compter. Le coton colonial représente 10 % de la consommation anglaise et 2 % seulement de la consommation française pourtant plus réduite.

Rappelons encore, pour l'intelligence des pages qui vont suivre, quelques particularités essentielles de la culture du coton et du classement de sa fibre.

La culture sèche, pratiquée par les indigènes et qui n'exige pas les mêmes investissements que la culture irriguée ou industrielle, semble devoir surtout réussir dans les colonies situées à la périphérie du groupe : Côte d'Ivoire et Dahomey, ainsi qu'au Togo. La culture irriguée, en revanche, s'impose dans le Soudan nigérien.

Les variétés à longues soies, les plus recherchées pour les fils et tissus fins, sont classées sous la dénomination de *Sea Island*. La grande majorité des cotons américains sont rangés dans le groupe *Upland*, dont le type *Middling* comporte quatre classes supérieures et quatre classes inférieures. Les prototypes sont conservés à Washington. Les Anglais se servent de douze numéros pour chaque espèce. La qualité moyenne (*fair*) porte le n° 6.

Ces classifications empiriques, basées sur des échantillons types, ont été en grande partie adoptées sur le marché français du Havre. Les cotons

américains y sont classés comme suit : *inferior, low ordinary, ordinary, good ordinary, low middling, middling, fully middling, good middling, fully good middling, middling fair, choice*. Les plus employés par l'industrie française sont le *fully middling* et le *good middling*. Les prix cotés s'entendent pour 50 kg.

D'après la publication de la *Dresdner Bank*, intitulée « *Les Forces économiques du Monde* », (éd. 1930), la production par broche en kg., en 1928 et 1929, s'est chiffrée par pays de la façon suivante :

France	23,9	25	(Augmentation)
Italie	35,7	39	»
Belgique	33,6	35,9	»
Inde	42	42,2	»
Allemagne	30,5	25,2	
G ^{de} -Bretagne	10,9		
Tchécoslov.	25,9	22,1	
Etats-Unis	38,5		
Japon	77,1	70,9	
Chine	98,1		

Les chiffres de 1929 manquent encore pour la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Chine, mais ce tableau contient déjà des symptômes de crise.

Nous avons en 1928 : 11.004.400 broches, 191.400 métiers et 268 machines à imprimer les tissus, employant 188.630 ouvriers et produisant 229.000 tonnes de filés et 1.239.000.000 de mètres de tissus de coton. Nos exportations de cotonnades se sont élevées en 1928 à 2.905 millions et en 1929 à 2.701

millions (Cf. *Statesman's yearbook*, éd. 1930, pp. 865-866).

Nos importations de coton en laine et déchets de coton (n° 141 et n° 141 *bis* du Tarif) ont été, d'après les statistiques de la Direction générale des Douanes, les suivantes pendant les dernières années :

1926	3.682.444 q. m.	valant	4.457.541.000 fr.
1927	3.555.268 »	»	3.894.305.000 »
1928	3.446.016 »	»	4.184.168.000 »
1929	3.673.778 »	»	4.412.947.000 »
1930	2.330.136 »	»	2.216.890.000 » (3 trim.)

L'indice mensuel moyen de production de l'industrie cotonnière, par rapport à 1913 (100) a été de 1920 à 1929 inclusivement : 53, 53, 70, 73, 73, 77, 82, 79, 82, 83 (Cf *Bulletin de la statistique générale de la France*, XX, 1, p. 18).

Les résultats obtenus en Afrique n'influencent pas encore les cours qui se sont fortement ressentis de la récolte déficitaire de l'Amérique en 1927-28. Aussi l'industrie cotonnière traverse-t-elle une période de marasme. Cette dépression se fait sentir non seulement en Europe mais même en Amérique et en Extrême-Orient. La capacité d'absorption des marchés n'a pas cru en proportion de l'augmentation du nombre des broches. D'où concurrence acharnée. D'ailleurs, la mode n'est plus aux tissus de coton et la soie artificielle leur cause beaucoup de tort.

En ce qui touche l'A. O. F., la crise qui est constatée depuis deux ans est due, selon les déclarations

du directeur de l'A. C. C., M. Hesling, reproduites par la *Journée Industrielle* (29 Octobre 1930), à l'effondrement des cours qui ne permet plus de couvrir les frais de revient actuels. La compression de ces prix de revient doit donc être recherchée d'urgence. Le prix de revient oscille autour de 9 fr. par kg. Il s'abaisse parfois en A. O. F. et au Togo jusqu'à 8 fr. 50. Voici, à titre d'exemple, le prix de revient commercial d'une tonne de coton fibre achetée et égrenée à Ouagadougou (Haute-Volta) et rendue au Havre :

Achat, à 0,90 le kg., de 4.500 kgs de coton	
brut, pour obtenir 1.000 kgs de fibre..	4.050 fr.
Egrenage et emballage (tarif de l'A.C.C.)	700 »
Transport Ouagadougou-Grand-Bassam.	2.230 »
Fret maritime	350 »
Manutentions diverses, apports à l'usine,	
transit, embarquement	300 »
Intérêts du capital : 7 mois à 12 %	450 »
Assurance	228 »
Taxe spéciale à l'importation de 1 fr. aux	
100 kgs	10 »
Taxe 2 % à l'importation (calculée sur un	
cours de 500)	200 »
Frais divers à la réalisation, courtage, etc.	482 »
TOTAL.....	9.000 fr.

La compression du prix de revient, préconisée par M. Hesling (op. cit.) escompte une augmentation vraisemblable du rendement à l'hectare et un

abaissement des frais de transport, mais semble tabler d'une façon peut-être dangereuse sur l'abaissement du prix d'achat à l'indigène. N'oublions pas, en effet, qu'un cours forcé dérisoire entraînerait une désaffection dont même la contrainte ne saurait venir à bout. Voici comment s'exprimait M. Hesling à ce sujet :

« Un prix de 0 fr. 90 pour le coton brut acheté à l'indigène, prix qui constitue un minimum, laisse un bénéfice de 45 à 72 francs, pour un rendement à l'hectare de 50 à 80 kilos. Or, c'est là un rendement très faible et que l'on arrivera certainement à accroître. Avec un rendement moyen de 200 kilos — en attendant d'arriver aux chiffres de 300 et 350, comme dans certaines fermes cotonnières de l'A. O. F., — on pourrait abaisser le prix d'achat à 0 fr. 60. Tandis que le bénéfice à l'hectare serait porté à 120 francs, le premier élément du prix de revient serait réduit de 4.050 à 2.700 francs, sans parler de l'amélioration de la qualité qui ne manquerait pas de s'ensuivre.

Quant aux autres éléments du prix de revient — dans lequel je n'ai fait entrer ni les frais généraux ni les bénéfices de l'exportateur, — il n'est guère possible de les comprimer, à l'exception toutefois des frais de transport terrestre. Quoi qu'il en soit, on peut admettre, en général, un prix de revient de 8 fr. 50 à 9 francs pour l'Afrique du Nord, l'Afrique occidentale et le Togo.

Ce prix tombe à 8 francs pour la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides.

Au contraire, en Afrique équatoriale française, où la culture est faite par l'indigène, sous les auspices de sociétés financières, le prix de revient du coton fibre s'est élevé jusqu'à 12 fr. 38, en raison surtout de frais de transport intérieur considérables, mais on pourrait sans doute l'abaisser à 10 francs en réduisant le prix d'achat du coton brut à l'indigène de 1 fr. 25 à 0 fr. 85. »

L'effondrement des cours est l'origine de la crise. Le plafond atteint au Havre en 1930 n'a été que de 579 francs (16 Janvier) alors que l'on avait atteint 1.163 francs en 1926. La cote tombait le 30 Septembre à 339 francs. Il y avait bien eu une baisse de grande amplitude en 1926 (394 francs) mais qui ne s'était point prolongée. Une crise commerciale s'en suit.

Les dernières récoltes et les achats par le commerce local de Septembre 1929 à Mai 1930, les cours du Havre se maintenant entre 506 et 612, ont permis aux indigènes et aux acheteurs locaux de réaliser des opérations assez satisfaisantes. Les producteurs ont donc semé de nouveau et la prochaine récolte ne subira pas encore le contre-coup de l'effondrement des cours. En revanche, les exportateurs qui ont fait leurs envois dans la Métropole après la baisse ont essuyé des pertes variant de 1 franc à 5 francs le kg. Il y a lieu de craindre que des résultats si décevants ne lassent les grossistes et, par suite, ne privent les planteurs de leurs débouchés.

Là est le danger, ainsi que le déclare justement M. Hesling ;

« Nous voici donc en présence de la menace d'une crise de production. En Afrique du Nord, on plantera autre chose, et cela n'aura pas de conséquence plus grave, mais il n'en sera pas de même dans les régions où le coton est cultivé par l'indigène : celui-ci, que l'administration et les sociétés avaient poussé à la culture du coton par la promesse de profits certains, perdra confiance, il limitera cette culture à ses besoins personnels et, le jour où les cours seront rétablis, il sera très difficile, peut-être impossible, de lui faire oublier des déboires dont il fera retomber la responsabilité sur l'administration ou le commerce français. »

Ces réserves faites, il peut ne pas être sans intérêt de dire quelques mots de la culture du coton dans d'autres régions africaines : l'Afrique équatoriale française, le Togo et l'Égypte, à titre comparatif.

* * *

On s'imagine parfois que, seule de nos colonies, l'Afrique occidentale française peut concourir efficacement au ravitaillement de la Métropole en coton. C'est une erreur, car il est une région de notre empire colonial qui est appelée à produire en abondance la précieuse fibre : l'Afrique équatoriale française et plus particulièrement l'Oubanghi-Chari et le Tchad. Ce dernier territoire possède

500.000 kilomètres carrés de terre propre à la culture du coton, avec un climat favorable (sécheresse au moment de la maturité), une main-d'œuvre bon marché, de l'eau en abondance à peu de profondeur du sol et des facilités d'irrigation par pompage.

En 1906, l'Association Cotonnière Coloniale confia au commandant Moll des graines que celui-ci distribua aux indigènes. Mélangées aux graines indigènes, elles donnèrent un produit hybride dont les fibres variaient de 30 à 32 mm. Le tissage local se développa de ce fait pendant la guerre.

Le coton récolté en A. E. F. rappelle le genre Mississipi, et l'on a utilisé les graines de variétés « Triumph » dites « Boll ».

En 1922, M. le gouverneur Lavit estima devoir donner à la question du coton une impulsion nouvelle. Afin de pousser l'indigène vers cette culture, il décida que l'impôt pourrait être payé avec du coton et que celui-ci serait rétrocédé par voie d'adjudication. Il s'attacha, en outre, à modifier chez l'indigène le mode de tissage, et obtint ainsi de sérieux progrès.

Reste la question de l'évacuation. La Niger C^o s'est refusée, sous différents prétextes, au transport. L'évacuation du produit peut être faite par la Garoua, la Bénoué et la Nigéria. C'est la voie la plus courte, mais elle nécessite une entente avec des compagnies de navigation fluviale britanniques. La voie de Fort-Lamy à Kano est complètement inutilisable. Reste une troisième voie, depuis longtemps suivie, celle de l'Oubanghi, du Congo et de

Brazzaville, avec emprunt du chemin de fer du Congo belge de Brazzaville à Matadi, en attendant l'achèvement de notre Brazzaville-Océan. Elle a le gros avantage d'être presque entièrement en territoire français, mais il est un autre chemin qui, dans l'avenir, pourra encore être préférable, c'est celui du Cameroun, quand le chemin de fer de Yaoundé sera prolongé vers la frontière du Tchad.

Il faut faire encore de grands efforts pour l'éducation des cultivateurs indigènes. Des moniteurs sont, dès maintenant, instruits dans une grande ferme à Baguirmi. Il faudrait aussi perfectionner la sélection des graines.

Oubanghi-Chari. — Des semences d'un coton américain de variété « Triumph Big Boll » à courte soie ont été acquises au Congo belge qui en avait importé en 1920.

La Société de l'Ouhamé-Nana s'est engagée à construire une usine d'égrenage et a été autorisée, en échange, à acheter le coton récolté dans la subdivision de Bangassou. Elle a payé à l'indigène 1 fr. 25 le kilo brut. D'autres sociétés demandent à s'installer.

Là aussi se pose la question des transports. Jusqu'à présent, on s'est servi de canots et de camions automobiles, mais il conviendra d'utiliser le Haut Oubanghi.

En Afrique équatoriale, il faut tenir compte de la densité de la population, pour proportionner aux disponibilités de main-d'œuvre la surface à ensemen-
encer, d'où nécessité de faire un recensement

sérieux. A la dernière campagne, on a exporté plus de 100 tonnes de fibres.

On a disposé jusqu'à présent de 120 moniteurs. On a pris la précaution de ne pas faire empiéter le coton sur les territoires où le caoutchouc était en plein rapport. Les cultures vivrières non plus n'ont pas eu à souffrir de l'extension de cette culture.

En 1925, dans la région du Bas M' Bomou, considérée comme la plus favorable, sous la direction d'un ingénieur agronome, 1.800 hectares ont été ensemencés. La récolte apporta 800 tonnes de coton brut. La saison des pluies se montra favorable et représenta l'un des facteurs du succès. Mais ce résultat était encourageant. Des essais furent tentés avec succès dans d'autres circonscriptions, en particulier dans la Basse-Kotto et l'Ouham.

M. Antonetti, gouverneur général de l'A. E. F., et M. Lamblin, lieutenant-gouverneur de l'Oubanghi, ont largement contribué, par leurs encouragements, à l'extension de la culture du coton dans ces régions.

Mais cette culture est encore très sporadique. Dans les régions où le coton pousse spontanément, sa fibre atteint 26 à 30 ^{mm}, et a la ténacité et la qualité des cotons du Togo et du Dahomey. Il est blanc, mais un peu laineux.

Le Gabon et le Moyen-Congo présenteraient pour le développement de la culture du coton en A. E. F. de grands avantages du point de vue de

l'évacuation. Mais, malheureusement, le peu de durée de la saison sèche est déplorable à cette culture.

La culture du coton en A. E. F. a été sagement réglementée par un arrêté en date du 17 Février 1927 (Cf. J. O. A. E. F. 15-12-27, p. 948) : nul ne peut acheter du coton brut ou égrené sans autorisation de l'Administration ; le prix minimum d'achat est fixé par elle chaque année, pour chaque circonscription ; le privilège exclusif de l'achat de la récolte des plantations indigènes peut être réservé aux usines d'égrenage qui se fondent de façon à en favoriser l'installation. Le coton non égrené ne peut, en effet, être transporté que sur de courtes distances. Une bonne formule est celle qui consiste à exiger de l'usine d'égrenage la distribution aux indigènes de semences sélectionnées afin d'éviter les hybridations et stérilisées en échange du privilège d'achat aux taux fixés par l'Administration.

En 1926-1927, 4.900 hectares ont étéensemencés dans l'Oubanghi-Chari et le Tchad. Le résultat de la campagne, pour l'Oubanghi-Chari, a été de 136.992 kg. de coton égrené. Les moniteurs indigènes sont actuellement au nombre de près de 150.

La culture du coton ne diminue aucunement le rendement des autres cueillettes. A Yakoma, au Congo belge, en 1923, on n'avait pas semé de coton et l'on avait exporté 445 tonnes de palmistas et 1.050 kg. d'ivoire. En 1924, ce territoire a fourni 176 tonnes de coton et en sus 467 tonnes de palmis-

tas et 1.500 kg. d'ivoire. Pour industrialiser la culture du coton en A. E. F., on a songé à réaliser une entente franco-belge avec le Texaf de Léopoldville. Une collaboration de ce genre pourrait être féconde. Ce sont, en effet, les méthodes utilisées par les techniciens belges dans les concessions de l'Ouellé qui ont été transplantées en A. E. F. L'Ouellé, qui n'exportait que quelques kilos de coton en 1920, en a produit en 1928 15.000 tonnes (importation de coton de la Belgique en 1926 : 75.000 tonnes).

La Compagnie cotonnière équatoriale française, au capital de 15 millions, a passé avec l'Oubanghi-Chari et le Tchad une série de conventions aux termes desquelles elle reçoit, dans un certain nombre de cercles, le privilège exclusif d'acheter le coton aux indigènes à un prix minimum spécifié, moyennant la fourniture de graines sélectionnées, l'instruction agricole des indigènes et la construction d'usines d'égrenage.

En résumé, l'A. E. F., voisine du Congo belge, possède les mêmes virtualités cotonnières que ce dernier. Sa production a passé déjà de 2.400 quintaux, en 1928-29, à 9.000 quintaux en 1929-30, et la récolte de 1930-31 est évaluée à près de 20.000 quintaux, malgré la crise. Ce développement est donc des plus encourageants pour l'A. O. F., mais, en A. E. F. comme en A. O. F., la question de l'abaissement des cours risquerait de porter un coup mortel au développement de la culture cotonnière si les pouvoirs publics n'accordaient leur soutien

temporaire. Une prime de 3 fr. 50 par kg. est demandée par les sociétés intéressées. La subvention nécessaire pour cette campagne s'élèverait ainsi à 7 millions. Il existe des précédents à l'étranger de subsides de ce genre accordés par l'Etat : aux Etats-Unis, au Farm Board, 500.000.000 de dollars ; 12 millions de dégrèvements et d'allocations au Congo belge ; tarifs de transports réduits à moins de 1 % de leur coût réel en Afrique occidentale anglaise. (1)

(1) L'institut colonial du Havre vient d'émettre le vœu suivant :

Considérant que le maintien et le développement de la production du coton colonial sont d'intérêt national, que la crise économique actuelle risque de faire disparaître de nos colonies la culture du coton et de réduire ainsi à néant les résultats de plusieurs décades de travail continu ;

Considérant que dans plusieurs de nos colonies les frais de transport et de mise au marché du coton sont supérieurs à la valeur de la marchandise rendue sur les marchés métropolitains, ce qui exclut la rémunération de l'indigène ;

Considérant que les difficultés d'égrenage et de transport qui handicapent nos colonies viennent s'ajouter à celles que rencontrent, à l'heure actuelle, tous les producteurs de coton, difficultés que souligne l'aide apportée par les gouvernements des Etats-Unis, d'Egypte et de Grande-Bretagne à leurs planteurs ;

Considérant l'intérêt évident qu'il y a pour nos colonies à poursuivre et à développer la culture du coton, matière première nécessaire à l'industrie française et à la défense nationale, et la nécessité dans laquelle nous sommes d'accroître le bien-être de l'indigène, client tout trouvé pour notre industrie ;

Emet le vœu :

Que le gouvernement accorde des subventions à la culture du coton colonial français, partout où cela sera nécessaire pour maintenir et développer la production.

Les territoires que le Traité de Versailles a placés sous mandat français présentent virtuellement — en ce qui concerne le Cameroun et déjà matériellement en ce qui a trait au Togo français — un intérêt indéniable du point de vue de la culture cotonnière.

Les statistiques d'exportation du Cameroun français ne mentionnent pas encore le coton. Mais les essais de la culture cotonnière qui y ont été faits donnent déjà des résultats remarquables (Cf. coton et culture cotonnière, 1927, pp. 86, 104 ; et Avril 1929, p. 55).

En revanche, au Togo, les Anglais n'ont pas été seuls à songer au coton. Instruits par leurs fructueuses expériences de la Nigéria, ils ont fondé une station prospère à Kpedsha (Cf. coton et culture cotonnière, 1927, p. 42). Dans la zone qui nous a été dévolue (2/3 du Togo allemand) par le partage franco-britannique, nous enregistrons d'ores et déjà, du point de vue cotonnier, des résultats remarquables.

Les étendues cultivées sur tout le territoire ne s'étendaient, en 1923, que sur 9.887 hectares ; en 1926, 17.600 hectares étaient plantés, augmentant davantage pendant l'année en cours.

Alors qu'en 1922 les exportations se chiffraient pour le territoire à 678.622 kg., en 1925 elles atteignaient 1.601.864 kg.

Dans ces chiffres, il n'est pas tenu compte de la consommation locale, ce qui augmente encore le total de la production.

Parmi nos colonies, le Togo occupe actuellement la troisième place, après l'Indochine et le Sénégal, avec une production moyenne d'environ 1.000 tonnes contre 400 en 1914. Notre mandat a plus que doublé le rendement, grâce à l'impulsion vigoureuse donnée par notre administration coloniale — qu'on critique bien souvent à tort et par ignorance de son œuvre — à la culture indigène. La domination brutale de l'administration allemande n'avait pas su obtenir ce que l'intelligente, indulgente et persévérante persuasion de nos administrateurs, en particulier de M. le gouverneur Bonnacarrère, a brillamment réalisé.

Les surfaces cultivées ont énormément augmenté, surtout dans le nord de la colonie.

En 1923, 9.887 hectares étaient consacrés au coton dans notre Togo. Cette surface a, depuis, plus que doublé. Quant à la courbe ascendante des exploitations, elle accuse les progrès suivants :

1922	678 tonnes
1923	766 »
1924	997 »
1925	1601 »
1926	1230 »
1927	1660 »

La diminution temporaire des exportations cotonnières en 1926 était due uniquement à un excès de pluies exceptionnel, et a été analogue à celle des territoires voisins.

Les principaux centres sont les cercles d'Anécha,

d'Atakpamé, de Klonto, de Lomé et de Sokodé. Le cercle d'Atakpamé fournit les deux tiers de la récolte (693 tonnes en 1926).

La Direction agronomique a distribué en 1926 826 tonnes de graines sélectionnées pour les semis et la recherche des variétés les mieux adaptées au pays se poursuit dans les stations d'essais de Nuatja et de Tova. Cette dernière forme en outre des moniteurs indigènes. Des coopératives agricoles ont été suscitées pour faciliter les achats d'engrais.

La variété Togo Sea-Island, originaire de la Caroline du Sud, a été généralement adoptée. Les espèces cultivées se rapportent à trois types principaux : le « *Gossypium Barbadence* », qui a donné le coton dit « Togo Sea-Island », à longue soie et de qualité supérieure ; le « *Gossypium Hirsutum* » et le « *Gossypium Neglectum* », tous les deux à courte soie et de qualité moins appréciée.

Grâce à la judicieuse politique économique suivie, on peut escompter pour 1930 une production d'environ 9.000 tonnes.

Aussi, l'A. C. C. entreprend-elle avec raison au Togo la construction d'importantes usines d'égrénage.

Pour prévenir les à-coups possibles dans la production, en raison de la variation des cours, le Commissaire de la République a pris un arrêté, en date du 27 Juin 1927, créant des primes à l'exportation du coton en laine dont les taux sont fixés à 5 % de la valeur de la mercuriale de ces produits.

Les primes ne sont payées aux exportateurs qu'autant que le prix du coton sur le marché métropolitain est inférieur à 525 francs les 50 kg.

Le coton du Togo est comparable à celui de la Côte d'Ivoire comme longueur de fibre. Mais il est parfois un peu jaunâtre. Pour ne pas déprécier à l'étranger le coton du Togo, un service de vérification, institué par les arrêtés du 20 Janvier 1923 et du 5 Février 1925, n'accorde de laisser-passer qu'aux cotons tout à fait blancs. L'A. C. C. et la Chambre de Commerce de Lomé ont aidé l'Administration à améliorer la qualité du coton produit par la colonie. L'A. C. C. a fondé à Tové un centre d'instruction de moniteurs indigènes. Un vent brûlant, l'Harlartan, est à redouter. La culture sèche est de règle. Le rendement à l'hectare est d'environ 60 kg. (contre environ 500 en Algérie).

En 1901, une mission, composée de fermiers noirs, était venue des Etats-Unis, amenant avec elle les semences et tout le matériel dont on se sert habituellement en Amérique. Les animaux de trait furent descendus du Soudan. D'après la relation qu'en a laissé M. Calloway, chef de mission, tout le bétail, chevaux et bœufs, mourut en moins de quatre mois, on dut en revenir à la houe indigène après avoir essayé de faire traîner les charrues par les noirs. Quant aux cotonniers, ils dégénérèrent rapidement ou furent détruits par des parasites.

Les expériences reprirent peu après avec des charrues et des instruments de culture légers qui

étaient trainés par des petits bœufs de la basse côte, réfractaires à la trypanosomiase.

On ne retrouve même pas dans les villages trace des charrues dont le fer a servi aux forgerons; quant aux bœufs, ils ont été mangés.

Ces essais (les Allemands manquaient d'expérience coloniale) ont montré combien il était imprudent de modifier trop rapidement les traditions agricoles indigènes.

Il convient, en outre, d'associer, par mesure de précaution, en cas de mauvaise récolte, les cultures vivrières à la culture du coton.

Dans le nord du territoire, où vivent d'importantes peuplades foncièrement agricoles, a été construit tout un réseau routier. La prolongation du rail jusqu'à Sokodé, qui est à l'étude, permettra de payer un prix plus élevé le coton actuellement grevé de frais considérables de transport par camions. On peut estimer qu'à ce moment-là, la production du coton augmentera beaucoup.

D'ores et déjà, les résultats obtenus, étant donné la petitesse relative du Togo français, sont remarquables.

* * *

Le développement inouï, atteint par la culture du coton en Egypte, est trop connu pour que nous nous étendions longuement sur le côté rétrospectif de cette question. On trouvera dans notre bibliographie l'indication des ouvrages fondamentaux qu'il convient de consulter à ce sujet. Nous signalons, en passant, le mémoire, malheureusement encore inédit, présenté naguère à l'Ecole des Sciences

Politiques par M. Etienne Micard, docteur ès-lettres, lauréat de la Société de Géographie, de l'Académie Française et de l'Académie des Sciences morales et politiques, mémoire remarquable, et qui, mis à jour, serait publié avec profit. Signalons également la substantielle brochure publiée par l'Institut Français, dans laquelle un technicien des plus avertis, M. Victor M. Mosseri, a passé récemment en revue les récents travaux qui ont eu pour objet le maintien et l'amélioration de la qualité des cotons égyptiens pendant ces quinze dernières années.(1)

On a supposé que ces cotons proviennent de l'hybridation de deux espèces indigènes. Cette origine expliquerait l'apparition, vers 1868, de l'Achmouni qui fut cultivé dans l'Egypte, mais qui, depuis quarante-cinq ans, ne l'est plus qu'en Haute-Egypte.

En Basse-Egypte, le Sakellaridis ou Sakel a progressivement supplanté toutes les anciennes variétés de coton (Afli, Assili, etc...) qui avaient elles-mêmes remplacé l'Achmouni vers 1882. Mais, moins robuste, il a paru moins uniforme en longueur et en résistance et, en plus, en baisse pour le rendement, par suite des ravages du ver rose, de la mise en culture de terres salées dans le nord du Delta, de la surélévation du plan d'eau dans

(1) Revue sommaire des récents travaux sur le maintien et l'amélioration de la qualité des cotons égyptiens, par M. Victor M. Mosseri, Le Caire. Institut français d'archéologie orientale. 1927, 45 pages.

certaines localités, de la réduction de période de jachère estivale, etc...

Les croisements par insectes, grâce à la prolixité des hybrides, peut donner au bout de trois ans jusqu'à 30 % de plantes impures.

Quant au Sakel, son rendement, inférieur de 15 % environ à celui des cotons bruns qu'il a remplacés, paraît dû surtout à sa nature même.

L'amélioration des variétés Assili, Achmouni et Zagora a donné respectivement les types Nahda, Achmouni Malaki et Zagora Malaki.

La culture du Pima, cultivé dans l'Arizona et provenant lui-même à l'origine du Mit Afifi égyptien, dans le delta égyptien, a conduit par sélection à la production d'un nouveau coton qui a reçu le nom de Maarad. Celui-ci a été estimé commercialement aussi bon, sinon meilleur, que le Sakel (rendement supérieur).

L'Administration des Domaines de l'Etat, de son côté, a produit deux cotons fort recherchés : le Sakel-Domaines et le 310 qui est un super-Sakel. Le Ministère de l'Agriculture a le projet de les propager en quatre ou cinq ans dans toute l'Egypte.

En 1919, fut créée à ce Ministère une commission de recherches sur le coton (Cotton Research Board), « en vue de coordonner, organiser et étendre les recherches scientifiques, dans le but d'aider les cultivateurs à améliorer la qualité et le rendement du coton planté en Egypte, de réduire la perte due aux fléaux cotonniers et aux autres causes. »

Les Hollandais, dans leurs colonies, ont laissé à l'initiative privée le soin d'organiser et de faire fonctionner toutes les stations d'essais. Au contraire, ce sont des services d'Etat qui ont pris à tâche de résoudre en Egypte les problèmes posés par l'abaissement de la qualité et du rendement des cotons.

On estime la récolte de Sakellaridis en 1928 à 105.900 tonnes contre 123.200 en 1927, (soit une diminution de 7.300 tonnes). En revanche, la production totale a atteint 309.500 tonnes, dépassant ainsi de 14 % le tonnage de la récolte de 1927.

La superficie plantée en coton a été en 1928 de 1.738.472 acres, dont 779.523 acres consacrés à la variété Sakellaridis, 768.411 à l'Ashmonni et 170.538 aux autres variétés. (1)

Rappelons que l'Egypte est notre second fournisseur de coton (avec 40.000 tonnes) après les Etats-Unis (avec 240.000 tonnes environ).

Le grand marché du coton en Egypte est à Alexandrie. Le coton représente plus de 80 % des exportations égyptiennes. Les principaux clients sont la Grande-Bretagne (42 %), les Etats-Unis (15 %), la France (environ 12 %), l'Allemagne (4,7 %), la Russie et l'Italie. Aucune terre ne produit encore de cotons aussi fins. Le rendement moyen est de 437 kg. à l'hectare contre 275 au Turkestan, 201 aux Etats-Unis et 95 dans l'Inde.

(1) Sur la campagne de 1926, cf. Coton et Culture Cotonnière. 1927, p. 31.

Le magnifique essor que la culture du coton a assuré à l'Egypte ne peut que nous encourager à féconder par nos capitaux la vallée du Niger qui rappelle et rappellera celle du Nil d'une façon frappante lorsque les travaux que nous y avons entrepris seront achevés.

PREMIERE PARTIE

Les Régions Cotonnières et leur importance productive.

I

HAUTE-VOLTA

Le gouverneur Hesling a fait réaliser des progrès rapides à la production du coton dans cette colonie. Les exportations ont atteint 1.200 tonnes en 1927 contre 300 tonnes en 1924. La Haute-Volta se trouve placée à plus de 500 kilomètres de la côte et ne dispose pas encore d'un chemin de fer. Les transports s'effectuent, sur l'admirable réseau routier de la colonie, par auto, et, comme l'essence revient à près de 4 francs le litre sur place, le prix de la tonne kilométrique est très élevé. Seules les marchandises chères peuvent supporter des frais de transports aussi considérables. Le coton rentre dans cette catégorie.

La qualité des cotons de la Haute-Volta est sensiblement la même que celles des cotons du Soudan. Huit marchés contrôlés ont été fixés pour la campagne de 1928 par l'Administration, les administrés ne possédant encore « que des notions très imprécises touchant le commerce en général,

les cours et jeu de bascules »; afin d'assurer la loyauté des transactions. Les conditions de l'égre-nage ont été également réglementées (Cf. J. Off. de la Haute-Volta, 1^{er} Janvier 1928).

La récolte de 1927-1928 a été d'environ 6.000 tonnes de coton brut, dont le commerce local a absorbé 2.500 tonnes environ.

Les principaux cercles producteurs sont ceux de Ouagadougou, Koudougou, Tenkodogo, Kayes, Dédougou, Bobo-Dioulasso, Fada.

En 1926, la colonie de la Haute-Volta possédait à Saris (cercle de Koudougou) et à Banankélé-daga (cercle de Bobo-Dioulasso) deux fermes cotonnières établies d'après les principes généraux qui ont présidé à la création de ces établissements dans l'ensemble de l'Afrique occidentale française et une station agricole à Banfore (cercle de Bobo-Dioulasso).

A la ferme de Banankélé-daga, les essais de culture de coton (écartements, façons culturales, écimage, cultures intercalaires) ont été continués les années suivantes.

Seule, en 1926, la ferme de Saria, malgré la pénurie générale de pluies, a donné des résultats à la fois satisfaisants et encourageants au point de vue de la culture cotonnière. Un triage des meilleures graines de coton y est effectué et des distributions sont faites aux indigènes.

Pour remplacer la ferme cotonnière de Banankélé-daga, un nouvel emplacement a été recherché dans le cercle de Dédougou où les animaux de

ferme vivent très bien et où le matériel agricole de Banankélédaga sera transporté.

On estime à 2.759 tonnes la production 1928-1929. La préparation de la campagne 1929-1930 a été poussée activement. Les superficies ensemencées ou destinées à la culture du coton ont été étendues dans des proportions appréciables. Les approvisionnements en graines ont été constitués en temps utile et en quantités suffisantes. La substitution progressive des cultures familiales ou individuelles aux champs collectifs ne manquera pas de stimuler le producteur.

II

COTE D'IVOIRE

La culture du coton ne peut s'y développer que dans le nord car, dans la région côtière, l'exploitation de la forêt et les riches cultures tropicales, telles que le caféier, le kolatier, le cocotier, le cacaoyer et le palmier à huile sont d'un rapport bien supérieur. La culture commence à Dimbokro, à l'orée de la grande forêt et elle s'étend dans le cercle du Baoulé (capitale Bouaké). L'exportation atteint, en moyenne, un peu plus de 500 tonnes, et elle peut augmenter dans de notables proportions, si le manque de main-d'œuvre ne la limite.

Les cotons produits conviennent parfaitement à nos filateurs. Ils sont très blancs et atteignent 28, 28-29, 28-30 mm., comme les bons cotons amé-

ricains, à l'exception des cotons de la région de Korhogo qui sont intermédiaires entre les cotons de Baoulé et ceux de la Haute-Volta.

Des centres d'égrenage sont installés à Dabakala, Korhogo, Kony, Bouaké, Dimbokro, Séguéla.

Le rendement à l'égrenage, qui indique la vitalité de la plante, est de 30 à 35 % en Côte d'Ivoire, (de même qu'aux Etats-Unis et en Egypte), tandis qu'il atteint seulement 19 à 23 % au Soudan et en Haute-Volta.

La Côte d'Ivoire présente également l'avantage de déboucher directement sur la mer. Malheureusement, les moyens de transbordement sont insuffisants et ils le deviendront bien davantage lorsque la prolongation de la ligne de chemin de fer Abidjan-Bouaké en Haute-Volta viendra encore intensifier le trafic. Le warf de Grand-Bassam est insuffisant, et le transbordement d'Abidjan à Bassam, par la lagune, ajoute encore une rupture de charge. Il faut hâter la création d'un nouveau pont près d'Abidjan et peut-être à Sassandra. (1)

Dans le premier semestre de 1929, la production en coton brut de cette colonie est estimée à 6.005 tonnes en 1928 et 6.700 tonnes en 1929. Grâce à des sélections poursuivies depuis cinq ans, le rendement, qui était de 70 à 80 kilogs à l'hectare, a été

(1) La production de la Côte d'Ivoire a atteint 1459 tonnes en 1927, soit 40 % de la production totale de l'A. O. F.. Aussi, l'A. C. C. y a-t-elle concentré des moyens d'actions moins dispersés.

porté à la moyenne de 110 kilogs. Dans certains cantons, on a obtenu 200 kilogs à l'hectare.

Le rendement à l'égrenage est de 33,35 %, pourcentage légèrement supérieur à celui des années précédentes (30,66 %).

Production cotonnière comparée
Production totale (coton brut en tonnes)

CERCLES	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Baoulé	541	1.623	2.283	2.800	3.590	3.274.057
Kong	225	128	350	700	790	800.000
N'Zi-Camoé	34	210	297	400	265	454.541
Ouorodougou	150	300	495	465	530	386.209
Tagouanas	100	80	250	185	245	304.605
Odienné	100	100	110	130	130	239.456
Bondoukou	40	48	214	250	250	100.000
Gouros	7	68	126	120	135	99.530
Daloa	39	60	43	100	60	62.308
Man	20	20	59	1	10	20.500
TOTAUX	1.256	2.637	4.208	5.151	6.005	5.741.206

Coton brut vendu au commerce
pour l'exportation (en tonnes)

CERCLES	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Baoulé	513	1.176	1.517	1.700	2.100	1.874.057
Kong	144	54	196	550	790	650.000
N'Zi-Camoé	18	70	152	255	265	274.541
Ouorodougou	102	259	396	365	530	286.209
Tagouanas	57	30	150	145	245	244.605
Odienné	»	»	77	80	135	99.456
Bondoukou	»	18	64	60	130	»
Gouros	»	28	83	100	250	80.530
Daloa	21	35	38	90	60	55.308
Man	»	16	43	»	10	500
TOTAUX	855	1.686	2.716	3.345	3.803	3.565.206

Exportation de coton de fibres de la Côte d'Ivoire
(d'après les statistiques douanières)

ANNÉES	Exportation totale en tonnes-fibres	Part de la Côte d'Ivoire (Coton produit et égrené dans la Colonie en tonnes- fibres).
1913	18	»
1914	73	»
1915	94	»
1916	357	»
1917	148	»
1918	434	»
1919	333	»
1920	250	»
1921	61	»
1922	68	»
1923	198	»
1924	262	»
1925	592	457
1926	1.362	737
1927	1.459	920
1928	1.183	1.038
1929	1.307	1.168
au 31 Août		

Statistique du coton égrené
en 1926, 1927, 1928 et 1929 (Fibres)

a) USINES A VAPEUR	1926	1927	1928	1929
Gonfreville et C ^{ie} Bouaké	409,5	438	404,5	425,608
A. C. C. Bouaké	123,5	285	329	409,292
A. C. C. Korhogo	65,5	62,5	166	174,410
A. C. C. Dimbokro	néant	7,5	25	76,363
A. C. C. Seguela	néant	77	61,5	67,536
TOTAL DES USINES A VAPEUR	508,5	870	986	1.153,209

b) STATIONS A BRAS	1926	1927	1928	1929
Mankono	59,5	3	»	néant
Boundioli	»	3	8,5	néant
Dabakala	17,5	6,5	10	0,682
Odienné Touba	19	15,3	10	9,071
Bondoukou	19	21	21	0,785
Man	11	0,3	2,2	néant
Bouaflé	néant	0,9	0,3	4,340
Satama M'Bahiakro	13	néant	néant	néant
Katiola	néant	néant	néant	0,712
TOTAL DES STATIONS A BRAS	139	50	52	15,590
TOTAL GÉNÉRAL	737,5	920	1.038	1.168,799

Plus du tiers du territoire (environ 12.000.000 d'hectares) est recouvert par la forêt dense et les cultures riches : cacaoyers, caféiers et kolatiers, depuis la mer, ou les lagunes, jusqu'au huitième parallèle, sur une profondeur d'environ 300 kilomètres. Toutefois, au centre, la forêt s'échancre au sud vers Tiassalé, à moins de 150 kilomètres de la côte, dans le pays des Baoulés, presque entièrement en savanes.

La Côte d'Ivoire est pluviométriquement comprise entre les isohyètes de 2.500 mm. et de 1.000 mm. Seule au nord-est, la région de Bouna a une précipitation d'eau inférieure à 1.000 mm. Partout ailleurs, même à Korhogo, Boundiali et Odienné, on a des précipitations annuelles de 1.200 à 1.500 mm.

L'abondance des pluies rendrait donc possible la culture sèche du cotonnier. Mais, plus du tiers du territoire est envahi par la forêt et la culture

du cotonnier est, par définition, une culture de savane. Elle ne peut donc être tentée que dans le centre et le nord. Ailleurs, les cultures riches (cacaoyers et caféiers) rapportent bien plus.

Aussi, la Côte d'Ivoire n'est-elle pas un pays de grande production cotonnière.

La culture du coton, culture sèche, n'est qu'une culture d'appoint, mais que rend intéressante l'effort des services techniques des textiles, qui la développent, l'intensifient et l'améliorent, dans les régions qui lui sont réservées, soit près de 200.000 kilomètres carrés englobant les cercles administratifs du Baoulé, du N'Zi-Comoé (partie Nord), des Gouros (partie Nord), de Daloa (partie Nord), de Séguéla, d'Odienné, de Kong, de Dabakala et une partie de la subdivision de Boudoukou (cercle d'Indénié).

Avant l'occupation française, les indigènes du nord et du centre de la colonie pratiquaient déjà la culture du cotonnier mais le limitaient à leurs besoins personnels. Les variétés cultivées sont :

1° L'espèce à graines vêtues (*G. Punctatum* et ses dérivés) qui domine dans le nord au-dessus du 9° 30 de latitude. Elle donne un coton très blanc, mais à fibre courte (22 à 24 mm.), le rendement à l'égrenage n'est que de 24 %.

2° Un *Sea-Island* (*G. Barbadosense*) à graines lisses répandu dans les savanes humides de la partie centrale, en particulier dans le pays Baoulé. Il donne un beau coton à fibre de 28 à 30 mm. de longueur et rend à l'égrenage 33 %.

3° L'espèce dite à graines rognon (G. *Braziliense*), dont les graines lisses sont jumelées, qui se trouve dans une zone restreinte, à l'ouest, en bordure de la grande forêt (cercle de Man et subdivision de Vavoua, cercle de Daloa). C'est un coton donnant de belles fibres blanches, nerveuses, et de longueur analogue à celle du G. *Barbadense*, mais rendant peu à l'égrenage (27 à 29 %).

On trouve également dans le Baoulé la variété à graines vêtues vertes (G. *Péruvianum*), qui a malheureusement hybridé le G. *Barbadense*, dans les environs de Bouaké.

Le Service des Textiles, créé au début de 1925, a tout d'abord tâché à déterminer les aires d'habitat du G. *Barbadense*, du G. *Braziliense* et du G. *Punctatum*, et s'est efforcé ensuite de procéder, dans chacun de ces zones, à une sélection « massale », pour ne conserver, autant que possible, qu'une seule variété à l'état pur. Il se propose enfin de faire une sélection scientifique de chacune de ces variétés.

La culture du coton étant exclusivement faite par les indigènes, puisque les entreprises européennes se sont intéressées de préférence aux cultures riches du cacaoyer et du caféier, on ne pouvait songer à la culture irriguée. Le climat relativement humide, les pluies réparties sur une période relativement longue (7 à 8 mois dans le Baoulé) et l'importance des précipitations atmosphériques favorisent d'ailleurs la culture sèche.

Aussi, le Service des Textiles a-t-il encouragé à

conserver les espèces déjà cultivées dans le pays, notamment le G. Barbadense, qui est apprécié par les filateurs de France. L'introduction d'espèces étrangères pouvait être différée et étudiée à loisir, dans les fermes cotonnières.

Dans chacune des zones, le Service des Textiles s'est efforcé de ne conserver dans les plantations indigènes que la variété admise et de faire disparaître le mélange des variétés.

Dans le Baoulé, par exemple, on trouvait dans le même champ des plants de G. Barbadense, des plants à graines vêtues, des plants à graines rognons et des plants de G. Péruvianum. Dès 1925, on a fait le tri des graines de semence, distribuées aux cultivateurs indigènes. Ce tri, d'abord opéré à la main, a été bientôt effectué par des trieuses mécaniques. Maintenant, on ne donne plus aux indigènes que des graines triées, de la variété affectée à leur région. Les graines de semence ont, en outre, été prélevées sur le coton de première récolte. Cette sélection « massale » a déjà donné des résultats remarquables. Elle se poursuit et s'améliore chaque année. Les trieuses mécaniques seront multipliées et chaque usine d'égrenage en sera dotée.

Dans les fermes cotonnières de Bouaké et de Ferkessédougou, on fera des essais de sélection scientifique ou pédigrée des espèces cultivées, pour obtenir des variétés pures. Les fermes cotonnières ont également mission :

1° De déterminer les meilleures modalités de

culture (densité et dates des semis, fumure, etc.), afin d'augmenter le rendement ;

2° De faire des essais de labours à la charrue ;

3° De former des moniteurs susceptibles d'être mis à la disposition des administrateurs des cercles pour la surveillance des cotonneraies ;

4° D'étudier les variétés étrangères susceptibles d'être un jour substituées aux variétés cultivées par les indigènes.

Ces variétés étrangères sont :

1° L'Allen, obtenu par les Anglais en Nigéria du Nord ; 2° Le Karangani ; 3° Le Cambodia ; 4° Le Garroh Hills, à capsules d'une grosseur remarquable et à fort rendement dont la fibre, malheureusement très courte, paraît devoir s'allonger, en raison du climat favorable ; 5° L'Ischan. Les résultats, déjà obtenus grâce au tri des graines de semence et à sélection massale, sont fort encourageants tant par l'augmentation du rendement à l'égrenage que par celle du rendement brut à l'hectare.

Dans le Baoulé, par exemple, où l'on cultive le *G. Barbadense*, le rendement moyen à l'égrenage, à l'usine de Bouaké, en 1925, n'était que de 30,66 %. Or, en 1929, la même usine a donné pour la même variété 33,35 %. En quatre ans, on a donc réalisé un gain symptomatique de 3 %. Naguère, les indigènes du Baoulé n'obtenaient pas un rendement supérieur à 70 ou 80 kilos de coton brut à l'hectare, par suite de procédés de culture défectueux et de l'espacement excessif des plants.

En 1929, dans le même cercle (subdivision de Bouaké), le rendement moyen à l'hectare a parfois atteint 110 et même 120 kilos. Sur les champs des fermes cotonnières et des postes administratifs, on obtient déjà des rendements en culture sèche de 3 à 400 kilos bruts à l'hectare. L'augmentation du rendement brut à l'hectare est d'une importance capitale. A Bouaké, le coton sur graine s'achète à l'indigène environ 3 francs le kilo. Avec un rendement de 100 kilos à l'hectare, le produit pour l'indigène n'est donc que de 300 francs. Si l'indigène arrive d'ici quelques années à récolter 300 kilos à l'hectare, il gagnera 900 francs : le cotonnier deviendra pour lui une culture rémunératrice.

Depuis la guerre, on a essayé de développer la culture du coton dans le Nord. A partir de 1924 (création d'un service général des textiles en A. O. F.) la production cotonnière alimente une exportation de coton en fibres, c'est-à-dire déjà égrenés nettement ascendante :

ANNEE	EXPORTATION TOTALE DE L'A. O. F.	PART DE LA CÔTE D'IVOIRE
1925	592 T.	457 T.
1926	1.362 T.	737 T.
1927	1.459 T.	920 T.
1928	1.183 T.	1.038 T.
1929	1.307 T.	1.168 T.
(au 31 Août)		

Les exportations par Bassam comprennent la production cotonnière de Colonies voisines sans

débouché sur la mer : Haute-Volta et Soudan. Le coton réellement produit en Côte d'Ivoire n'a été discriminé par les statistiques douanières que depuis 1925.

Cinq usines assurent l'égrenage : deux à Bouaké, une à Dimbokro, une à Korhogo et une à Séguéla. Quatre de ces usines appartiennent à l'Association Cotonnière Coloniale ou sont gérées par elle. Dans les autres centres, le service des textiles a installé des stations d'égrenage à bras qui seront prochainement remplacés par des groupes motorisés. Voici pour les dernières années les chiffres de la production brute (coton sur graines), par Cercles administratifs :

CERCLES ADMINISTRATIFS	Production brute (coton non égrené)				
	1924	1925	1926	1927	1928
Baoulé (Bouaké)	541	1.623	2.283	2.800	3.590
Kong (Korhogo)	225	128	350	700	790
Ouorodougou (Séguéla) ..	150	300	496	465	530
Nzi-Comoé (Dimbokro)...	34	210	297	400	265
Tagouanas (Dabakala)...	300	80	250	185	245
Odienné	100	100	110	130	130
Indéné (Bondoukou).....	40	48	214	250	250
Gouros (Bouaflé).....	7	68	126	120	135
Daloa	39	60	43	100	60
Man	20	20	39	1	10
TOTAUX	1.456	2.637	4.208	5.151	6.005

Le Cercle du Baoulé (chef-lieu Bouaké) produit à lui seul la moitié de la récolte. C'est à Bouaké qu'est le siège du service des textiles.

L'Administration a pris des mesures strictes pour que le coton soit récolté, égrené et mis en balles dans de bonnes conditions. Un arrêté du 4 février 1927 interdit la circulation, la mise en vente et l'exportation du coton contenant des impuretés, mélangé ou taché. Les balles exportées doivent porter une marque de provenance, suivant la région où le coton a été récolté ou égrené. Un contrôle sévère est exercé au moment de la campagne cotonnière, du mois de février à fin juin.

Grâce à ces mesures, le coton de la Côte d'Ivoire, et surtout celui du Baoulé, commence à être apprécié par les filateurs de la Métropole. Au Havre, le coton en provenance de la Côte d'Ivoire, depuis 1926, vient nettement en tête des cotons produits en Afrique Occidentale Française. Le coton de Baoulé cote 50 ou 60 fr. au dessus du terme (Mid-ling Américain).

III

SOUDAN

La production du Soudan a suivi une progression régulière :

1924.....	500 tonnes
1926.....	1200 tonnes

Les centres de production les plus importants sont du Sud au Nord : la région de Bougouni et de Sikasso, celle de Koutiala-San et la région deltaïque du Niger. Vers l'Ouest, on trouve encore

la région nigérienne (Bamako-Koulikoro) et enfin, la région de Kayes vers le Sénégal.

Les cotons cultivés au Soudan sont botaniquement de la même espèce, mais il sont stabilisés à des longueurs de fibre différentes suivant les régions et leurs régimes de pluies : ils sont plus longs à mesure que l'on se rapproche du Golfe de Guinée, zone à fortes pluies ; il est de plus en plus court quand on s'approche de la Mauritanie. La région deltaïque du Niger, qui bénéficie d'un sous-sol frais, fait exception.

Le Docteur Forbes s'occupe pour le Gouvernement de l'acclimatation à Ségou des variétés américaines. Deux d'entre elles ont donné de forts rendements et ont conservé leurs qualités primitives plusieurs années après leur introduction en A. O. F. ; elles ont été retenues et sont distribuées aux indigènes pour être cultivées en dryfarling avec irrigations.

Le Gouvernement pousse cette question des irrigations avec un grand souci de réalisation rapide. Le canal de Sotuba qui doit permettre de faire des expériences d'irrigation sur de vastes surfaces, mesure déjà six kilomètres et l'on espère pouvoir l'achever avant fin 1930.

De son côté, la Compagnie de Culture Cotonnière du Niger dans son domaine de Diré, a obtenu en 1927, sur 1.000 hectares, 300 tonnes de coton longue soie. L'aménagement de son centre de Sama, près de Ségou, se poursuit.

La question qui prime tout au Soudan est celle du transport.

Le chemin de fer de Thiès au Niger est encore insuffisant et l'essor de la colonie est limité à la quantité de produits que l'on peut transporter en une année. Certaines régions comme le sud du Soudan débouchent d'ailleurs plus naturellement par la Guinée que par le Sénégal.

Il ne faut pas confondre production avec quantité exportable. Le nègre, en effet, a tendance depuis la guerre à filer et à tisser lui-même le coton au lieu d'acheter des cotonnades dont les prix ont beaucoup monté. Dans l'ensemble on peut espérer un développement régulier de la culture du coton, si les cours ne fléchissent pas trop.

La culture sèche est pratiquée dans les cercles de Bamako, Ségou, San, Kantiala, Sikasso. La culture irriguée est pratiquée dans la région de Tombouctou, où la Compagnie de culture cotonnière du Niger possède à Diré d'importantes plantations.

Depuis 1924, à la suite des instructions envoyées par le Gouverneur général Carde, une vigoureuse impulsion a été donnée au développement de la culture cotonnière, au Soudan particulièrement. Ses facilités de communication intérieure et avec la côte par le fleuve et par les voies ferrées du Thiès-Niger et de la Guinée, son sol relativement plat et résistant permettant la création facile d'un réseau routier assez dense, la présence du grand fleuve Niger autorisant toutes les espérances en ce qui concerne les cultures irriguées, la densité intéressante, en certains points, de sa population, la docilité et l'esprit éminemment agricole de ses

habitants, la longue habitude qu'ils avaient déjà de la culture cotonnière, toutes ces raisons ont milité pour faire du Soudan français le centre des recherches et des études consacrées à la production du précieux textile en A. O. F.

C'est donc à Bamako et à Ségou, qu'ont été établis successivement le siège de l'Inspection des textiles et de l'hydraulique agricole de l'A. O. F., puis celui du service agronomique du coton. La colonie, d'autre part, possède actuellement sur son territoire, les quatre champs d'expériences rattachés à ce dernier service (Soninkoura, Banankoro, Diafarabé et Siguiné), six fermes cotonnières sur les douze que compte l'A. O. F. (Barouéli, M'Pesoba, Zemblara, Kakoulou, Sotuba et Niénébalé) et treize usines d'égrenages et de pressage du coton (réunissant au total 1.570 scies), sur les 45 installations mécaniques du même genre existant dans l'ensemble des colonies du groupe. C'est enfin, dans la dernière de ces fermes, Niénébalé, qu'ont été entrepris les premiers essais de formation des indigènes aux méthodes de culture par irrigation.

L'administration locale qui, avec l'aide de l'Association cotonnière Coloniale et de quelques particuliers en ce qui concerne la construction des usines d'égrenage, a créé toute cette organisation depuis 1924, intensifie sans cesse son action ; distribution de semence aux indigènes pour améliorer et augmenter la production, multiplication de marchés spéciaux où les transactions commerciales relatives au coton peuvent être surveillées, aug-

mentation des superficies cultivées et substitution aux variétés actuelles d'espèces à plus fort rendement.

Les administrateurs des cercles ont distribué, en 1927, 239 tonnes de semences de coton.

La superficie cultivée en variétés indigènes dans toute la colonie, a pu atteindre ainsi 60.000 hectares et la production de 1928 approcher 8.500 tonnes de coton brut, chiffre le plus élevé qui ait jamais été constaté au Soudan Français. Une partie de cette production étant réservée pour la consommation familiale (3.000 tonnes environ), les exportations ne peuvent porter que sur une quantité moindre ; en fait, elles ont été de 5.500 tonnes de coton brut, soit 1.100 tonnes de fibres, chiffres qui constituent également les plus fortes exportations de la colonie durant ces dernières campagnes ; en 1924-1925, en effet, celles-ci avaient été de 911 tonnes ; en 1925-1926, de 694 tonnes et en 1926-1927, de 208 tonnes, malgré les conditions climatiques défectueuses de 1927 (prolongation anormale des pluies).

Mais l'augmentation de la production des variétés indigènes, qui donnent un revenu inférieur à celui des céréales ou des arachides tout en exigeant une somme de travail plus considérable, n'est qu'un pis aller momentané.

D'autres variétés exotiques, dont le service agromomique recherche depuis plusieurs années l'acclimatement dans la colonie, sont susceptibles, en raison de leur meilleur rendement à l'hectare, de

remplacer avantageusement les espèces indigènes et de déterminer le cultivateur noir à développer considérablement cette culture en raison des gains appréciables qu'il pourra en retirer.

Pendant la campagne 1927-1928 avec la variété « Allen » déjà acclimatée dans la Nigéria du Nord, dont la ferme de Barouéli avait distribué des semences, un essai a été entrepris sous la surveillance du directeur de la ferme lui-même ; une soixantaine de charrues ont été mises à la disposition des indigènes de la région ; une égreneuse spéciale a été installée à Barouéli ; enfin la colonie s'est engagée à acheter la récolte à un prix très rémunérateur.

Malgré toutes ces dispositions très judicieuses, l'essai n'a pas répondu aux espérances qu'on en avait pu fonder, d'abord en raison des conditions climatiques de l'année, mais surtout probablement parce que les indigènes n'avaient pas préparé leurs terrains avec tous les soins qui sont apportés dans les fermes cotonnières.

Dans l'ensemble de la colonie, la culture des variétés exotiques par les exploitants européens, a donné pendant la même campagne 842 tonnes de coton brut, soit 250 tonnes de fibres.

Les marchés officiels de coton créés par application d'un arrêté local du 9 octobre 1925, permettent aux indigènes de vendre, à faible distance de leurs domiciles, le produit de leur récolte au taux le plus rémunérateur, sous les garanties les plus sérieuses de contrôle du poids et du prix ; le com-

merce, de son côté, doit aussi en tirer des avantages, étant assuré de trouver, en des endroits déterminés, des stocks importants de matières premières propres et de bonne qualité marchande.

Trente de ces marchés ont fonctionné pendant la campagne 1927-1928. Les quantités qui y ont fait l'objet de transactions se sont élevées à 1.464 tonnes de coton brut, soit plus du quart du total livré au commerce pour l'exportation. De meilleurs résultats seront obtenus lorsqu'un outillage de bascules plus perfectionnées sera en service.

Les résultats de la campagne d'égrenage au Soudan en 1927 ont été les suivants :

	TONNES TRAITÉES	FIBRES PRODUITES	RENDEMENT
Société d'entreprises africaines ;			
Kayes	127	24,300	19,1
Delage à Kayes.....	230	46,850	20,35
Société Anonyme des cultures Dia-			
kampé	140	30,620	21,85
Léger à Ambidédi.....	90	22	24,4
S. E. A. à Bamako.....	163	35,7	21,9
Macina Niger à Koulikoro.....	80	16,4	20,55
Vozia à Kolokani.....	40	9	22,50
Association Cotonnière coloniale à			
Bougouni	55	12	22,53
A. C. C. à Sikasso	255	54,4	21,32
A. C. C. à Koutiala	190	45	23,13
A. C. C. à San	32	6,615	20,24
A. C. C. à Ségou	174	49,5	28,49
Production de la C ^{ie} de culture co-			
tonnière du Niger à Diré.....	306		

Total de la production pour le Soudan, 658 tonnes 700.

Lorsqu'on quitte la haute-Côte-d'Ivoire pour pénétrer dans la colonie voisine du Soudan, on est étonné de constater la profonde différence qui existe entre les cotonniers des deux régions. Ils ne se ressemblent ni par la taille ni surtout par la fibre obtenue. Alors qu'en Côte d'Ivoire, grâce à l'humidité abondante, les cotonniers (variétés indigènes) atteignent facilement 1 m. 50 de hauteur, au Soudan, en général, ils ne s'élèvent guère à plus de 40 ou 50 cm. au-dessus du sol.

Les fibres du Soudan sont beaucoup plus courtes que celles de la colonie du Sud, mais plus élastiques et plus soyeuses, plus « nerveuses ». Les cotonniers indigènes du Soudan sont à graines « vêtues ». On ne récupère pas le feutrage constitué par les très courtes fibres appelées « linters », qui recouvrent les graines. Or, ce produit est loin d'être sans valeur. On sera obligé d'admettre cette pratique quand on fera de l'huile de coton. Les « linters », en effet, nuisent au pressage de l'oléagineux, ils absorbent une partie de la matière grasse.

La frontière botanique séparant la région des cotonniers à graines nues de celle des cotonniers à graines vêtues ne coïncide pas avec la frontière administrative. Le nord du pays de Kong produit des cotons type Soudan. Il n'y a pas grande différence, en effet, entre les cotons de Kiellé et de Papara, en Côte d'Ivoire, et ceux de Sikasso, au Soudan. Il existe une zone intermédiaire à hybridations variées. Les graines sont ou lisses ou couvertes d'un feutrage ou blanc, ou roux, ou même verdâtre, ou

intermédiaires. Le service des textiles de Côte-d'Ivoire encourage l'indigène à abandonner la culture des cotonniers type Soudan. Cela faciliterait la formation de types définis.

Les noirs préfèrent les cotons à courte soie, de couleur blanche et brillante, aux cotons plus longs mais de couleur crème type Côte-d'Ivoire, car les pagnes obtenus avec les premiers prennent beaucoup plus facilement la teinture. Malheureusement pour l'exportation, on trouve parfois dans le même « fougou » (paquet de coton brut apporté par l'indigène à la factorerie) un mélange des deux types de coton. Comme il est pratiquement impossible de trier le lot capsule par capsule, on obtient, après égrenage et pressage, des balles « arlequins » où se remarquent les différences de couleur des couches de coton. Le résultat est désastreux.

Au Soudan, les cotonniers en culture sèche réussissent surtout dans les cercles de Sikasso et de Koutiala, au sud du Bani. Les services agricoles y ont créé les stations cotonnières de Zemblara, près de Sikasso et de M'Pesoba, entre Koutiala et Douna. Mais les indigènes préfèrent la cueillette du kapok dont on leur offre 2 fr. 50 le kilog à la culture du coton dont il vendent le kg. 0 fr. 50. Ils préfèrent le garder pour leur propre usage.

Le coton de Koutiala et celui de M'Pesoba donnent un rendement courant de 22 % à l'égrenage. Le coton de Ségou a à peine donné des rendements de 19 et 20 0/0 à l'égrenage. La fibre était très irrégulière.

Les lots contenaient une assez forte proportion de coton soukarou, c'est-à-dire, de coton roux, celui qu'un spécialiste, M. Louis JOLY, appelle ingénieusement l'« hindi » des plantations nigériennes par analogie avec le coton d'origine probablement hindoue, qu'on s'efforce d'éliminer des lignées égyptiennes.

Les espoirs donnés par la région située au nord de Sansanding, se confirment. Il y a bien là des terres qui seraient faciles à aménager pour l'irrigation. Les Weffer 49 et Hartsville 16 y viendraient.

La Compagnie des Cultures Cotonnières du Niger n'a pas encore obtenu les résultats escomptés en 1924. L'exploitation de Diré restait avec 120 tonnes de coton 1925-1926 invendues. Par ailleurs, la culture du coton des concessions de Sama, Dioro et Semenkou au sud du lac Debo, n'avait donné que 90 kg. 900 à l'hectare et de ce fait, la Compagnie avait enregistré un important déficit d'exploitation.

Le Gouvernement général de l'A. O. F. a compris qu'il était de son devoir d'accorder son appui moral et matériel à cette entreprise hardiment lancée pour la mise en valeur de la vallée moyenne du Niger par la culture du coton.

Le Gouvernement général de l'A. O. F. a donc été amené à autoriser la Compagnie de Culture Cotonnière du Niger de satisfaire, pour certaines portions de territoire concédé, aux conditions de mise en valeur imposées, par des exploitations d'élevage ou par certaines cultures. Mais la production du coton reste l'objet principal et essentiel

du contrat. (Cf. l'avenant n° 2 approuvé par le décret du 30 mars 1928).

Les fermes cotonnières créées en application des instructions de M. le Gouverneur général Carde, en date du 15 mars 1924, sont réparties sur l'ensemble du territoire de la colonie en vertu d'un plan minutieusement conçu. Leurs buts sont les suivants : d'abord la sélection méthodique des cotonniers de chaque région et, éventuellement, des essais d'introduction de variétés étrangères nouvelles ; l'étude et la mise au point d'un outillage perfectionné destiné à la culture de ce textile ; l'étude des meilleurs procédés d'assolement adaptés au climat et au sol du pays ainsi que l'emploi et la vulgarisation des engrais ; l'enseignement aux indigènes du labour à la charrue et formation de moniteurs spécialisés pour la culture du cotonnier.

Voici un extrait de l'inventaire de la ferme de Barouéli :

<i>Outillage de culture.....</i>	{	36 charrues
		5 billonneuses
		3 fouilleuses
		13 houes
		1 cultivateur
		5 herse articulées
		1 herse écrouteuse-émotteuse
		1 bineuse à cheval
		1 rouleau Crosskill
		2 semoirs
<i>Matériel de transport ...</i>	{	1 camionnette automobile
		1 voiture à cheval
		Traction par bœufs
		3 chariots
		3 charrettes

<i>Outillage d'entretien</i>	Outillage pour le travail du fer	
	id.	du bois
	id.	du cuir
	Matériel de défrichement	
	id.	terrassement
	id.	bâtiment
<i>Cheptel au 1^{er} Janvier 1928</i>	64 taureaux	
	42 vaches	
	4 taurillons	
	13 génisses	
	15 veaux	
	1 cheval étalon	
	15 juments	
	8 poulains et pouliches	
	5 ânes et anesses	
	4 mûlets	
	Plus petit bétail et animaux de basse-cour	

Le Soudan français est, de toutes les régions de l'A. O. F. celle qui compte le plus grand nombre de fermes cotonnières. Elles sont installées à Barouéli (cercle de Ségou), M'Pésoba (cercle de Koutiala), Zamblara (cercle de Sikasso), Macina (cercle de Macina), Kakoulou (cercle de Kayes) et Niénébalé (cercle de Ségou) où un village modèle a été créé. Les quatre premières sont consacrées aux essais en culture sèche ; celles de Niénébalé et de Kakoulou aux études de cultures irriguées, l'une dans la vallée du Niger, l'autre dans la partie de la vallée du Sénégal, susceptible de bénéficier de la force motrice qui doit être fournie par l'usine hydro-électrique du Félou.

Durant la campagne 1926, la plupart des fermes cotonnières du Soudan ont procédé principalement à des essais sur les cotons indigènes. Sur 193 ha.

60 plantés en cotonniers, 111 ont été consacrés aux variétés locales. La récolte totale a été de 20 tonnes de coton brut, dont 13 tonnes 1/2 produites par la ferme de Barouéli, qui a obtenu le rendement remarquable de 436 kilogs à l'hectare. A la ferme de M'Pésoba, ce rendement s'est abaissé à 110 kgs, et à celle de Zamblara, à 53 kgs seulement.

Les études sur des variétés étrangères ont été faites sur « l'Allen » de Nigéria dans les fermes de Niénébalé et de Barouéli, sur les variétés « Hartsville 16 » et « Hartsville 20 » à M'Pésoba. A Niénébalé, les résultats sur l'Allen ont été encourageants : les 8 ha. 85 plantés avec cette espèce, ont produit 4.290 kgs de coton brut, soit un rendement moyen de 625 kgs à l'hectare et cela malgré un semis de très faible densité (5 kgs à l'hectare seulement). A Barouéli, en culture sèche, les essais ont porté sur du coton Allen de variété impure ; la récolte a été de 15 tonnes 500, soit un rendement moyen de 300 kgs à l'hectare.

Dans la ferme de M'Pésoba, les semis d'Hartsville 16 et Hartsville 20 ont été faits sur de petites superficies et les résultats ont été médiocres, en raison, sans doute, de la préparation encore insuffisante du terrain.

Dans l'ensemble, la récolte cotonnière des fermes du Soudan en 1926, a été de 41.175 kgs, représentant une valeur locale de près de 70.000 francs.

Le programme de 1926 comportait, en outre, la culture de céréales et de légumineuses entrant dans l'assolement du coton, tels que mil, maïs, arachides,

niébés, riz, indigo, pois, manioc, patates, fonio, toria, mash. Au total 431 hectares plantés. La récolte a donné, pour les principaux produits : 151 tonnes de mil, 28 tonnes de maïs, 17 tonnes et demie d'arachides, 700 kgs de riz.

Il convient de signaler particulièrement les essais de colonisation indigène tentés à la ferme de Niénébalé ; dès 1926, sur une superficie mise en culture de 136 hectares, 19 hectares avaient été abandonnés aux manœuvres de la station. L'année 1927, l'expérience a été élargie ; on a tenté l'exploitation individuelle d'une partie du domaine de la ferme par des familles indigènes sous le contrôle technique du directeur et avec le concours du matériel de la ferme. Neuf familles ont été installées au voisinage de la ferme dans un village de colonisation répondant aux conditions d'hygiène indispensables. L'administration pourvoit à l'entretien des colons pendant la première année de l'exploitation, et leur abandonne le produit des récoltes des terrains qu'ils auront cultivés eux-mêmes.

La superficie attribuée à chaque famille a été calculée en tenant compte du nombre des travailleurs adultes de la famille, de la nécessité pour chaque famille de produire une quantité de céréales suffisantes pour la nourriture de ses membres et enfin d'une rotation des cultures permettant de cultiver en assolement triennal un hectare de coton par travailleur adulte.

Si cette expérience de colonisation réussit, il y a lieu de prévoir qu'à l'avenir la ferme sera ex-

exploitée en totalité par des familles de colons indigènes ; la colonie conserverait seulement une superficie réduite pour les essais agricoles nécessités par la construction actuellement en cours du canal de Sotuba.

De son côté, la ferme-école de Barouéli assure la surveillance d'un certain nombre d'expériences en vue de répandre la culture de « l'Allen » parmi les indigènes du cercle de Ségou. Ces essais comportent : 1° la substitution intégrale de l'Allen aux variétés indigènes, au village même de Barouéli, soit sur une superficie d'environ 25 hectares ; 2° la création dans trois villages du cercle de petits champs d'Allen ; 3° la distribution de petites quantités de graines à une cinquantaine de villages situés sur les routes au voisinage de Barouéli. La ferme de Barouéli assurera désormais chaque année la production de semences pures d'allen qui, en cas de réussite, seront destinées à remplacer progressivement et suivant un plan méthodique, les variétés indigènes dans cette région où les conditions climatiques paraissent particulièrement favorables à la culture de cette espèce.

Le Soudan français a consacré des sommes de plus en plus importantes à l'entretien de ses fermes cotonnières 548.000 francs en 1925, 882.000 francs en 1926 et 1.083.000 francs en 1927. Des concessions ont été accordées à des européens au Soudan, dans le cercle de Goundam, à Diré (1.160 hectares en janvier 1927) ; dans le cercle de Ségou à Samadioro, Senenkou (700 hectares) et à Kenekou-Sai-

sila (290 hectares) ; dans le cercle de Kayes, à Ambibédi, à Diakandapé, à Samé-Dar-Salem, à Tintiba, à Kakoulou, à Malou et à Diamou, en bordure de la voie ferrée, avec une superficie totaleensemencée de 1.050 hectares ; enfin, dans le cercle de Bamako, à Farabana (200 ha) et à Samanko (200 hectares) ; ce qui porte à 3.600 hectares la superficie des plantations européennes du Soudan français.

En 1927, l'administration a développé les cultures vivrières (mil, riz, arachide, niébé, maïs, manioc, patates) et intensifié la culture cotonnière.

Les stations d'essai de Kakoulou, Barouéli, M'Pésoba, Sotuba, Niénébalé et El Ouoledji, répandent l'éducation professionnelle agricole. D'autres, notamment dans les cercles de Sikasso et de Ségou, s'installent. Culture sèche et culture sous irrigation sont également pratiquées et l'on peut voir, à côté des élèves réguliers, les fils de chefs et de notables s'astreindre à des stages de quelques mois. Ces derniers, traités avec égard mais soumis tout de même à la règle commune de travail, emportent avec fierté la charrue qui, la période terminée, leur est remise en témoignage de satisfaction. Pourtant plus précieux encore pour la colonisation sont les exemples qu'ils ont eus sous les yeux, les leçons pratiques qu'ils ont reçues et qu'ils transforment en réalité sur le bien familial qu'ils seront appelés à gérer et à mettre en rapport.

Quant aux élèves réguliers (assez nombreux puisque, à la seule ferme de Sotuba, en 1927, on

en comptait vingt provenant des environs de Bamako) après deux années de stage, munis de diplômes, ils deviennent des moniteurs de culture de l'administration ou de particuliers. Si dans certains cas, une superficie de terrain leur est concédée qu'ils cultivent eux-mêmes pour l'exemple de leurs compatriotes agriculteurs, ils ont mission de se rendre auprès de ceux-ci, de leur enseigner les principes de labourage, la façon de dresser les bœufs, sans oublier la sélection des semences, l'emploi des céréales et des fourrages, qu'il s'agisse de semer, de récolter ou de conserver.

Dès que la région de Sotuba pourra être irriguée, 5.000 hectares seront livrés aux indigènes. Il faut donc préalablement les instruire. Aussi l'administration a-t-elle déjà remis en toute propriété à quelques familles indigènes formées aux méthodes européennes et munies d'un matériel aratoire moderne, des parcelles dont les récoltes constituent pour la population ambiante la meilleure des propagandes. La récolte de coton de 1928 a été supérieure à celle de 1927 : la consommation locale défalquée, il restera disponible pour l'exportation environ 475 tonnes de fibre.

Dans le premier semestre de 1929, les essais dans les fermes cotonnières ont porté sur une superficie de 200 hectares environ. Les rendements obtenus variant entre 120 et 250 kilogs à l'hectare. On estime à plus de 2.000 tonnes de coton brut les quantités déjà achetées par le commerce.

IV

DAHOMEY

Le Dahomey, comme la Côte d'Ivoire et le Togo, est surtout propre à la culture sèche.

Les exportations de coton du Dahomey ont été ces dernières années les suivantes :

avant 1924.....	250 à 300 tonnes
1924.....	321 tonnes valant 1.900.000 fr.
1925.....	680 » » 4.700.000 fr.
1926.....	1024 » » 9.000.000 fr.

La production, en comptant le tonnage absorbé par le tissage local, a atteint en 1926 environ 12.000 tonnes.

Avant 1914, le Dahomey était à peu près la seule colonie du groupe de l'A. O. F. exportatrice de coton ; en 1913, même les 171 tonnes exportées en provenaient uniquement.

Depuis la guerre et notamment depuis 1924, sous l'énergie impulsion de M. le Gouverneur général Carde, les autres territoires de l'A. O. F. ont entrepris la culture du cotonnier ; mais le Dahomey, malgré sa faible superficie, est toujours resté nettement en tête, en 1926, sur 3.991 tonnes expédiées des différents ports de l'A. O. F., 1.024 tonnes provenaient du Dahomey. Ce chiffre est à souligner puisqu'en 1924 encore, cette colonie n'avait exporté que 321 tonnes d'une valeur de 1. 900.000 frs). Ce résultat a été obtenu par une organisation rationnelle de la production : établissement de voies de

communication, création d'usines d'égrenage et de pressage, construction de marchés spéciaux, propagande auprès des indigènes, études des variétés appropriées aux divers climats, sélection des graines, lutte contre les parasites, etc.

La colonie de Dahomey possède actuellement un réseau de routes praticables à l'automobile de plus de 4.000 kilomètres, ce réseau très dense dans le sud, s'étend de plus en plus vers le nord et est tracé de manière à drainer les produits du sol, et en particulier le coton, soit, vers les deux grandes routes, dites routes de l'Est (Savé au Niger), et routes de l'Ouest (Dasso-Zoumé à Birni), soit vers les voies ferrées existantes ; celles-ci dont la longueur totale est actuellement de 421 kilomètres, seront prochainement accrues.

En ce qui concerne les usines d'égrenage, la progression a été encore plus rapide : en 1924, il n'existait au Dahomey que trois usines (une à Cotonou, et deux à Savalou) ; actuellement on en compte 14, comportant 1.146 scies et pouvant traiter journellement un minimum de 15.950 kgs de fibres. De plus, il existe à Cotonou une machine à délinter, destinée à récupérer le feutrage de poils courts restant adhérents à la graine après l'égrenage.

L'installation de ce matériel sur tout le territoire était indispensable dans ces régions où le rendement en fibres varie entre 27 et 29 % et où il faut transporter 3.500 kgs de coton brut pour avoir une tonne de fibres.

Dans les différentes contrées productrices de la colonie, des marchés spéciaux du coton ont été établis conformément à la circulaire du Gouverneur général, du 20 avril 1926. Dans ces marchés où se rencontrent sur les routes conduisant des centres de production aux différentes usines d'égre-nage, cultivateurs, indigènes et acheteurs européens, tout est prévu pour faciliter et garantir les transactions. Il existe actuellement une cinquantaine de ces marchés.

L'indigène ne cultivait autrefois le coton que pour ses besoins personnels. Il a élargi les superficies plantées, étant assuré maintenant d'une vente facile de ses produits. Le commerce européen atteint les contrées les plus reculées de la colonie, grâce aux possibilités de transports et d'égrenage.

La zone cotonnière commence à 100 kilomètres de l'acôte et s'étend au nord jusqu'à la frontière. Les principaux centres sont Bohicon, Parahoué, Savalou, Djougou, Parakou et Kandi.

Des mesures destinées à améliorer les rendements et la qualité du coton ont été prises. Les cotonniers du Dahomey sont des variétés américaines importées, mais fortement hybridées. Dans la zone nord, où la période des pluies est plus brève, la nécessité de cotonniers à très courte période de végétation s'impose et les espèces *G. Hirsutum* (var. Allen), ou *Punstatum* à développement rapide réussissent particulièrement.

En zone moyenne, dans les cercles de Savalou et sur le plateau d'Abomey, les variétés *Peruvia-*

num et Hirsutum, donnent des rendements à peu près équivalents.

Enfin, dans la région méridionale, vers la frontière de Togo, dans les vallées du Zou et de l'Ouémé et dans le cercle de Pobé, la variété G. Barbadense (Sea Island) qui réussit parfaitement au Togo, devra remplacer peu à peu les mélanges actuels de G. Hirsutum très hybridé.

Le service local d'agriculture, ayant ainsi déterminé les variétés les mieux adaptées à chaque région, remplace les graines mêlées existant par des graines de variétés choisies, provenant de la multiplication des plants sélectionnés, de manière à avoir, dans chaque région, une seule variété.

Pour obtenir une amélioration rapide dans ce sens et en attendant les résultats de la sélection pédigrée scientifique entreprise à la station de Savalou, il a eu recours à la sélection de masse qui a déjà donné des résultats encourageants. Le rendement des fibres à l'hectare a pu être porté de 30 à 40 kilogs, chiffre généralement constaté jusqu'alors, jusqu'à 90 kilogs.

En 10 ans, la production est passée de 300 à 1.000 tonnes et elle peut s'accroître à une cadence régulière, l'indigène aimant cette culture qui lui est d'un rapport suffisant.

Les régions les plus favorables sont celles d'Abo-mey, de Djougou et Savalou.

Le Dahomey est la colonie du groupe de l'A. O. F. la mieux pourvue en matériel d'égrenage du coton. Nulle part, les usines ne sont très éloignées

des lieux de production, et cette considération est très importante lorsqu'on connaît le faible rendement à l'égrenage des cotons indigènes de la Côte Occidentale d'Afrique, et la nécessité qui en découle de réduire autant que possible les distances de transport du coton brut.

La Société du Haut-Ogooué possède quatre usines situées à Cotonou, à Savalou, à Djougou et à N'Dali. Elle possède, en outre, un groupe égreneur mobile, sur camion. La maison Valla et Richard compte trois usines, à Bohicon, à Dassa-Zoumé et à Djougou. L'Association Cotonnière Coloniale possède deux usines, à Bohicon et à Parakou. La maison Aubert a une usine à Kandi. La Compagnie Industrielle et Commerciale de la Côte d'Afrique possède une usine à Parakou. L'administration locale a une usine à Parahoué. Enfin, la maison Walkden possède une usine à Savalou.

L'ensemble du matériel est neuf, ayant été mis en marche en 1925 et 1926. Au total, le Dahomey comprend quatorze usines d'égrenage, avec 1.146 scies, pouvant traiter journellement un minimum de 16.000 kilogs de fibres. Il répond pleinement aux besoins de la Colonie, dont les exportations sont passées de 276 tonnes en 1922 à plus de 1.000 tonnes en 1926, indépendamment de grosses quantités de coton employées dans le pays même.

Le *Journal Officiel de Dahomey* a publié un arrêté du Lieutenant-Gouverneur instituant un service du contrôle des textiles. La mise en vente de cotons malpropres est interdite. Tout coton destiné

à l'exportation est examiné par le service du contrôle avant son entrée aux usines d'égrenage.

Ce contrôle a lieu sur les marchés, à l'entrée des usines, dans les postes d'achats, partout où se fait le trafic du coton sur graines.

Les cotons blancs, sains, mais récoltés sans soins et contenant des corps étrangers, des poussières, des débris de feuilles, ne peuvent recevoir le ticket qu'après avoir subi un nettoyage et avoir été reconnus propres.

Les cotons jaunâtres, malsains, à fibres tachées ne peuvent recevoir aucun ticket.

Tout coton sortant des égreneuses est obligatoirement soumis au contrôle d'un agent qui doit assister à la fermeture des balles et délivrer aux propriétaires du coton égrené des tickets spéciaux.

Ces tickets porteront la qualité du coton emballé. Ses indications seront reproduites sur chaque balle. Le contrôleur s'assurera notamment que la qualité est inscrite en lettres d'au moins 10 centimètres de hauteur sous la forme suivante : « Dahomey 1^{re} qualité ou Dahomey 2^e qualité ».

Recevront le classement 1^{re} qualité, les cotons blancs sans matières étrangères, poussières ou débris de graines, à fibres à peu près homogènes et complètement exempts de taches de rousseur.

Recevront le classement 2^e qualité, les cotons présentant légèrement les défauts signalés ci-dessus, c'est-à-dire, très peu d'impuretés, quelques fibres légèrement teintées, peu d'homogénéité.

Les balles ne recevront leur ticket qu'après

constatation par le vérificateur de leur conditionnement.

L'abolition de la taxe de 3 0/0 *ad valorem* qui frappe le coton à sa production est réclamée par les producteurs.

V

NIGER

Il n'existe au Niger ni exploitation cotonnière européenne, ni usine d'égrenage. La culture y est encore au stade familial. Le coton produit par le cultivateur est égrené et filé dans sa famille. Le tissage est assuré par des tisserands indigènes se servant de métiers primitifs, de fabrication locale, pour obtenir des bandes d'étoffes de longueur voulue, mais dont la largeur dépasse rarement 30 centimètres.

La production de la colonie se répartissait ainsi pour 1926-1927, par cercles producteurs :

Maradi, production 160 tonnes ; consommation locale, 140 tonnes ; exportation 20 tonnes.

Dosso, production 150 tonnes ; consommation, 147 tonnes ; exportation, 3 tonnes.

Konni, production, 90 tonnes ; consommation, 81 tonnes ; exportation, 9 tonnes.

Zinder, production et consommation, 75 tonnes.

N'Guigmi, production, 60 tonnes ; consommation, 45 tonnes ; exportation, 15 tonnes.

Niamey, production et consommation, 36 tonnes.

Say, production, 12 tonnes ; consommation, 8 tonnes ; exportation, 4 tonnes.

Tahou, production et consommation, 10 tonnes.

Tillabéry, production et consommation, 5 tonnes.

Manga, production et consommation, 2 tonnes.

Soit au total, 600 tonnes de production ; 549 tonnes de consommation locale et 51 tonnes d'exportation.

La campagne 1925-1926 avait donné 609 tonnes : 382 tonnes pour la consommation locale et 227 tonnes d'exportation.

La diminution de la production totale en 1926-27 par rapport à celle de 1925-1926 provient de l'irrégularité des pluies pendant l'hiver 1926.

La presque totalité de la production est destinée à la Nigeria.

Le tissage local absorbe des quantités importantes de coton et l'exportation tombe à une cinquantaine de tonnes.

VI

SÉNÉGAL

Le rapide essor pris par la culture de l'arachide a relégué le coton parmi les cultures secondaires. Les centres cotonniers (cultures sous irrigation) s'échelonnent sur les bords du Sénégal de Matam

à Bakel, jusqu'à Kayes, limite du Soudan mais qui géographiquement se rattache au Sénégal. La récolte de la campagne 1926-1927 a été de 200 tonnes. La fibre atteint 25 mm. Elle est un peu laineuse.

Pour développer la culture du coton au Sénégal, qui semble avoir été un peu délaissée à cet égard au profit du Niger, malgré la proximité de la côte et les facilités de transport offertes par le fleuve, il faudrait irriguer. Pour cela, il conviendrait d'établir un barrage au seuil de Faff à 80 km. de Dagana. Un barrage naturel y existait jusqu'en 1891 et provoquait des inondations qui fertilisaient un sol devenu depuis semi-désertique.

Une concession de 3.000 hectares a été accordée à Ouassadou, au confluent de la Gambie et du Nieriko, dans le cercle de Tambacounda. Le coton y a occupé 54 hectares en 1925 et 271 en 1926.

Pour encourager la culture cotonnière au Sénégal, l'Administration a installé en 1923, à Matam, un groupe moteur actionnant une égreneuse de 40 scies, ce qui permit d'égrener environ 400 tonnes de coton brut, en échange d'une faible redevance de 400 francs par tonne de fibres, pressage compris. Un crédit de 290.000 francs fut inscrit au budget en 1927 pour le développement de cette usine. La firme, à qui l'usine fut concédée, a monté et équipé une installation capable de traiter tout le coton de la région. Elle abandonne à l'Administration toutes les graines reconnues les meilleures pour l'ensemencement. Les prix

d'égrenage et de pressage seront décidés par une commission administrative, moyennant quoi les usiniers recevront une subvention.

A Matam, a été également décidée la création d'une « station expérimentale du coton », doublée d'une « ferme-école ». Cette station sera chargée de toutes recherches culturales en vue de l'amélioration du produit, de la sélection des graines et de l'utilisation des engrais.

Dans le cercle de Matam, 20.000 hectares sont consacrés à la culture du coton. L'usine d'égrenage installée par la S. I. C. A. est prête à fonctionner.

Un marché de coton a été créé à Matam.

A titre d'encouragement aux producteurs, une prime de 0,25 par kilog est allouée à ceux qui présentent les plus beaux lots.

VII

GUINÉE

Bien que placée dans de bonnes conditions pour produire du coton, et peuplée d'indigènes bons cultivateurs qui utilisent la charrue, la Guinée n'en exporte encore qu'un très faible tonnage (10 tonnes). Elle consomme pour le filage et le tissage local la plus grande partie de sa production annuelle qu'on peut évaluer à 200 tonnes environ. Il est souhaitable qu'elle développe le contingent

exportable d'autant plus qu'elle possède une excellente voie d'évacuation : le chemin de fer de Kankan à Konakry, qui servira de voie de transit aux produits d'une partie du Soudan et de la Haute-Volta. La création de fermes indigènes, dotées de machines agricoles modernes, a fait réaliser de grands progrès. On comptait à la fin de la guerre 9 laboureurs, 129 bœufs dressés au joug, 1 charrue et 12 herses. En 1928, il y avait 2.563 indigènes convertis à la culture moderne, 9.841 bœufs dressés, 3.391 charrues, 2.055 herses ; 18.738 hectares étaient cultivés désormais à l'Européenne. Des graines sélectionnées sont distribuées aux chefs indigènes qui les font planter dans des vallons humides. De 30 tonnes de coton que produisaient en 1919 les districts de Guéckédou et de Nzérikoré (Haute-Guinée), la production atteignit, en 1921, 175 tonnes.

Le coton est surtout cultivé en Moyenne-Guinée, dans les cercles de Koumbia et de Labé, où l'on tisse des bandes de coton de 8 cm.

VIII

MAURITANIE

Le coton est peu cultivé en Mauritanie (cf. N° spécial des Annales Coloniales).

Dans le premier semestre de 1929, il a été récolté 66 tonnes de coton dans le cercle de Guisi-

makha. L'usine d'égrenage de Matam ayant mis à la disposition des cercles des graines sélectionnées, des essais de culture vont être tentés dans les différentes régions.

IX

PRODUCTION D'ENSEMBLE DE L'A. O. F.

Dans l'ensemble, l'A. O. F. autorise les espoirs qu'elle a fait naître. Le développement de ses exportations est déjà très appréciable. Voici, en effet, (en tonnes métriques), les résultats (1) des dernières années :

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Sénégal	95	383	1.008	755	1.453	1.047	
Soudan	31	140	84	»	36	10	
Guinée	37	237	66	222	108	83	
Côte d'Ivoire	67	198	263	592	1.369	1.459	
Dahomey ...	276	314	321	681	1.024	727	
TOTAL pour l'A. O. F. moins le Niger.....	506	1.272	1.742	2.250	3.990	3.326	2.933

En tenant compte de l'exportation du Niger (62 tonnes en 1927), on arrive à une exportation

(1) Ces chiffres ne correspondent pas aux quantités exportées par les colonies d'origine, mais aux quantités déclarées à l'exportation dans les bureaux de douane de chaque colonie. Le coton du Soudan et de la Haute-Volta transitant par le Sénégal, la Guinée ou la Côte d'Ivoire, est repris par les statistiques douanières de ces dernières colonies.

globale, en 1927, de 3.388 tonnes. De cette exportation, la Métropole a absorbé 3.158 tonnes (sur une importation totale de coton de 356.000 tonnes). Le surplus a été acheté par l'Empire Britannique (198 tonnes), la Belgique (24 tonnes), et l'Allemagne (7 tonnes).

Plus de 60 % du coton des colonies a été fourni en 1927 par l'Afrique Occidentale Française (24.820 quintaux contre 18.770 en 1926). Ce groupe colonial est certainement celui dans lequel nous avons le plus sujet d'espérer. Il pourra, dans une vingtaine d'années, nous fournir plus de la moitié de notre consommation.

La valeur du coton exporté d'A. O. F. atteignait 28 millions en 1927 et 23 millions en 1928. Les quantités importées par la Métropole étaient les suivantes :

1926	3.679 tonnes valant 49 millions
1927	3.255 » » 37 »
1928	3.220 » » 40 »
1929	4.120 » » 30 »

Pendant le premier semestre de 1929, il a été importé en France 1.421 tonnes de coton originaire de l'A. O. F., valant 16 millions, chiffre intéressant car, pour les périodes correspondantes de 1928 et de 1927, les quantités avaient été moindres, à savoir :

1 ^{er} semestre 1927 :	1.225 tonnes valant 11 millions
» 1928 :	887 » » 10 »

Les efforts des Gouverneurs généraux qui se

sont succédé à Dakar : MM. Angoulvant, Merlu et Carde, ont été récompensés. De 1913 à 1928, la production a décuplé. De 500 tonnes en 1922, elle a passé actuellement à environ 4.000 tonnes. Le voyage récent de M. Maginot en A. O. F. a prouvé son ardent désir de passer des paroles aux actes. Sa volonté de Lorrain lui fait réaliser déjà l'emprunt de 1.500 millions qu'il avait annoncé pour équiper l'A. O. F. dont l'outillage économique est encore très insuffisant. Le nombre des usines d'égrenage n'y est que de 30, alors que le Congo Belge, dans une zone moins importante, en a 100 pour une production de 7.000 tonnes à peine double de celle de l'A. O. F.

La voie est tracée, il reste à la parcourir rapidement. N'oublions pas que, de leur côté, la Nigeria et l'Ouganda anglaises fournissent 200.000 balles de coton par an à l'industrie britannique et que le Congo belge en exporte 32.000 balles. Ne nous décourageons pas si les progrès souhaités dans la production de l'A. O. F. ne se réalisent pas à une cadence vertigineuse(1). La culture cotonnière aux Etats-Unis a mis, au XVIII^e siècle, une cin-

(1) Les colonies qui présentent en 1927 des différences en moins sont : le Soudan français (711 tonnes) ; la Haute-Volta (1.214 tonnes) ; le Dahomey (397 tonnes) ; la Mauritanie (26 tonnes). En revanche, on constate des augmentations au Sénégal (222 tonnes) ; en Guinée française (17 tonnes) ; en Côte d'Ivoire (437 tonnes) et au Niger (6 tonnes).

La régression constatée en 1927 par rapport à 1926 ne doit pas inspirer de conclusion pessimiste.

quantaine d'années avant de prendre une extension intéressante.

En 1928, l'A. O. F. a fourni à la Métropole 3.200 tonnes métriques de coton-fibre, soit environ 1 % de sa consommation. Ce chiffre insignifiant en lui-même, sur une production totale de 5.000 tonnes de coton en A. O. F. montre cependant les possibilités certaines de ce groupe de colonies. Certes, il joue encore un rôle très effacé comme fournisseur de la Métropole en coton.

Cependant, l'Afrique Occidentale Française a exporté en 1929 4.120 tonnes de coton égrené.

Le Togo a sorti, de son côté, un tonnage important de 2.050 tonnes, ce qui, pour l'ensemble de nos territoires ouest-africains, fournit une exportation de 6.095 tonnes, représentant de 28.000 à 30.000 balles.

Nous croyons utile, pour permettre la comparaison, de reproduire ici les chiffres d'exportation des années précédentes :

1924	2.650 tonnes
1925	4.800 »
1926	5.700 »
1927	4.987 »
1928	5.250 »

L'A. C. C. a vu également le rendement de ses usines progresser dans une sensible proportion, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

1926	1.155 tonnes
1927	765 »

1928	1.088 tonnes
1929	1.471 »

Nous n'en sommes encore qu'à la période des essais. Ce n'est pas avec les cinq ou six mille tonnes de coton que nous a procurées les années dernières l'A. O. F. que nous pourrions nous affranchir du lourd tribut que la France paye à l'étranger.

Bien des années s'écouleront avant que l'A. O. F. devienne pour la Métropole un grenier de coton. Mais, qu'on s'en tienne au coton irrigué ou au coton sec ou aux deux à la fois, il faut aboutir avant que l'Amérique, par l'extension de son industrie textile, cesse de devenir exportatrice de coton ou que l'Egypte et l'Inde vendent à l'Angleterre tout le coton qu'elles produisent, ce qui nous condamnerait à manquer de cette matière première qui nous est indispensable.

I. — *Tableau des exportations de coton de l'A. O. F.
pendant l'année 1928*
(Chiffres définitifs)

Unité : tonne.

PAYS DE DESTINATION	Sénégal	Guinée	Côte d'Ivoire	Dahomey	Soudan Niger	TOTAL 1928	TOTAL 1927
France	1.405	19	1.239	580	27	3.270	3.158
Angleterre ..				111		111	198
Belgique ..	25					25	24
Togo				6		6	
Autres Pays					2	2	7
TOTAL....	1.430	19	1.239	697	29	3.414	3.387

II. — *Tableau des exportations de coton de l'A. O. F.*
(premier semestre 1929)

Unité : tonne.

COLONIES	Premier semestre		OBSERVATIONS
	1929	1928	
Sénégal	574	515	
Côte d'Ivoire	848	530	
Dahomey	715	417	
Guinée	»	6	
Soudan	»	6	
TOTAL	2.137	1.474	

Observations. — Ces chiffres n'indiquent pas les quantités exportées par les colonies d'origine, mais les quantités déclarées à l'exportation dans les bureaux de la douane de chaque colonie.

C'est ainsi que le coton du Soudan et de la Haute-Volta se trouve repris en presque totalité dans les statistiques douanières des colonies cotières (Sénégal, Guinée et Côte d'Ivoire) par lesquelles il doit transiter.

Les derniers chiffres que nous avons pu nous procurer fournissent quelques indications intéressantes, quoique fragmentaires.

L'A. O. F. a exportée dans la Métropole, pendant les dix premiers mois de 1930, 42.274 quintaux métriques de coton en laine et déchets de coton, contre 36.577 en 1929 et 29.134 en 1928. A la fin de 1930, les cours des cotons originaires de l'A. O. F. étaient respectivement les suivants :

Cotons du Dahomey,	de 260 à 300 fr.	les 50 kg.
» » Soudan,	de 270 à 300 fr.	»
» Côte d'Ivoire,	de 300 à 330 fr.	»

Les exportations de coton de l'A. O. F. se sont chiffrées, par colonie, de la façon suivante :

3 premiers trimestres

Côte d'Ivoire	1.273 tonnes
(dont 119 à destination de l'étranger et 1.154 à destination de la Métropole et de ses colonies).	
Dahomey	896 tonnes (égrené)
Soudan	5 tonnes (égrené)

Les chiffres concernant les autres colonies ne sont pas encore parvenus.

En 1929, le coton avait représenté en valeur les 2 % des exportations de l'A. O. F. soit 4.120 tonnes représentant plus de 30 millions (30.984.000 francs). Cette exportation se décomposait comme suit selon les diverses colonies du groupe :

Sénégal (1.413 t.) ; Guinée (9) ; Côte d'Ivoire (1.549) ; Dahomey (896) (non égrené) ; Soudan (4) ; Niger (12).

Cette exportation était destinée principalement à la France (3.590 t., contre 3.270 en 1928 et 3.158 en 1927 ; à l'Angleterre (429 t.) et à la Belgique (65 t.). Les graines de coton étaient surtout acheminées vers l'Angleterre (4.334 t.) en 1929.

Après avoir étudié la production du coton en A. O. F., il convient maintenant d'examiner les principaux problèmes que pose son développement.

DEUXIEME PARTIE

Le Développement de la Culture du Coton en A. O. F.

Les principaux problèmes posés par le développement de la culture du coton en A. O. F. sont ceux de l'hydraulique, du machinisme, de l'agronomie, des transports et de la main-d'œuvre.

I

TRAVAUX HYDRAULIQUES

Le développement de l'irrigation est conditionné essentiellement par l'aménagement du Niger.

Dès Bamako, capitale du Soudan, et en réalité future capitale de notre Afrique occidentale, jusqu'à Koulikoro, il existe une série de rapides rappelant aux basses eaux, ce que l'on désigne, près de Wadi-Halfa, sous le nom de deuxième cataracte du Nil.

La navigation est impossible sur ce parcours, ce qui explique la prolongation du rail depuis son point d'accès au Niger. On a songé à supprimer cette solution de continuité par l'établissement d'un canal latéral, longeant la rive droite. Sur une longueur de 15 kilomètres, ce canal a été achevé

en 1928 et, dans un délai de deux ou trois ans, on espère le livrer tout entier à l'exploitation.

Un barrage du fleuve est étudié à Sotuba près Bamako, qui, utilisant un seuil rocheux naturel, ne soulèvera sans doute aucune difficulté pour sa construction. En somme, sur une longueur de près de 70 kilomètres, ce canal permettra aux chalands venus des riches régions de la Haute-Guinée, de poursuivre sans obstacles leur route.

En aval de Koulikoro, vers Sansanding, on construit sur la rive gauche une digue capable de résister aux plus grandes crues. Elle s'étendra sur une centaine de kilomètres au minimum. Une puissante pelle mécanique, là aussi, supplée au travail humain et la construction s'avance rapidement.

Le levé topographique des régions irrigables fut établi par les avions ; il a permis de reconnaître, aujourd'hui plus ou moins asséché, un ancien bras du Niger, dont les plus vieux parmi les indigènes affirmaient l'existence. Des successions de marigots, très visibles sur les photographies, jalonnent son parcours de façon indubitable, et les travaux de nivellement déjà très avancés démontrent que des centaines de milliers d'hectares se trouvent au-dessous du niveau du fleuve. Le Niger coule ici sur une crête, car les dénivellations vont de 1 m. 50 à 12 mètres : l'irrigation ne rencontrera aucune difficulté dans le vaste triangle formé par la digue à la base et le village indigène de Sokolo au sommet.

Cette question de l'irrigation fait partie de la politique active du gouvernement général qui y consacre depuis quelques années, des sommes très importantes (8 millions 600.000 francs en 1927). Les travaux commencés intéressent les vallées du Niger et du Sénégal ; sur le Niger principalement ils sont amorcés depuis deux ans et permettront, quand ils seront terminés, l'aménagement par irrigation de plusieurs milliers d'hectares dans la région comprise entre Bamako et Ségou. D'autre part, l'étude technique de l'ensemble du programme qui s'étend de la capitale du Soudan français à Tombouctou, est poursuivie parallèlement grâce à l'emploi combiné de la photographie aérienne et de méthodes particulières de repérage terrestre ; des cartés détaillées de tout cet immense territoire ont été dressées, une documentation précise, intéressant à la fois le relief du sol, l'hydrographie des régions à desservir, le cadastre de la propriété foncière, les cultures entreprises, le lotissement futur des terres à rendre compte, est gigantesque ; sa réalisation de la colonie sera bientôt en mesure d'établir les projets définitifs d'adduction et de distribution des eaux du fleuve. Cette œuvre, comme il est facile de s'en rendre compte, est gigantesque ; sa réalisation demandera encore plusieurs lustres ; mais la France pourra être fière d'avoir donné, par les bienfaits de l'eau, à ces terres encore stériles, une prospérité qu'elles n'auraient jamais connue.

Des lacs de la région de Tombouctou s'assèchent. Le marigot qui va de Kabura à Tombouctou remon-

tait jadis jusqu'aux abords d'Arouan et un prince de la dynastie Songhaï des Askia avait rêvé de construire un canal du Niger à Oualata (600 kilomètres Nord-Ouest de Tombouctou) par le lac Faguibine, la vallée des Biar (Bir, puits), Bacikounou et Néma, rêve insensé de nos jours, mais réalisable à cette époque, où le Niger, à l'époque de l'hivernage, déversait le trop plein de ses eaux jusqu'aux abords de Bacikounou.

Cet assèchement n'est dû ni à une moindre précipitation des eaux de pluie ni à un ensablement des canaux qui relient ces lacs au Niger. Il ne peut être attribué qu'à une usure et probablement à une rupture de certains seuils du Niger, seuils de Tosaye en particulier, par l'action mécanique des eaux.

Pour y remédier, il n'est d'autre solution que de rétablir l'ancien niveau en édifiant sur ces seuils un ou plusieurs barrages, comme l'on fait les Anglais sur le Nil.

La Société de Culture Cotonnière du Niger établie à Diré (70 km. de Tombouctou), depuis 1920, a prouvé d'une façon victorieuse que le coton à longue soie d'Egypte prospère dans d'excellentes conditions dans sa concession.

Les études du docteur Forbes, d'autre part, ont conclu à la possibilité de faire prospérer le coton sous irrigation dans toute l'étendue de la région, au nord du 16° degré de latitude Nord.

Les barrages nécessaires établis, le Transsaharien prendra rapidement un intérêt économique considérable.

II

MATÉRIEL AGRICOLE ET USINES D'ÉGRENAGE

Non moins intéressant que le problème de l'eau le problème du développement du matériel agricole et de la multiplication des usines d'égrenage importe au premier chef à l'accroissement de la récolte cotonnière de l'A. O. F.

Dans de nombreuses contrées, la culture du coton ne peut se développer en raison des distances qui séparent la plantation de l'usine d'égrenage. Il est vain d'espérer que l'on fera transporter des cotons en graines dont 75 % du poids est constitué par la graine (généralement utilisée seulement comme combustible en A. O. F.) sur des distances ne pouvant être franchies par l'indigène en une journée de marche. Si nous voulons jeter les yeux un instant sur ce qu'on fait les Belges dans leur colonie du Congo, nous constaterons que, dans deux zones **cotonnières infiniment plus petites** à elles deux que ne l'est l'A. O. F. nos amis belges ont créé 100 usines d'égrenage là où nous n'en avons qu'une trentaine. C'est ainsi qu'ils sont parvenus en vingt ans à produire annuellement 8.000 tonnes de coton.

Le chiffre des usines d'égrenage et de pressage du coton en A. O. F. s'élève à 56 dont 19 appartenant à l'administration ou l'Association Cotonnière Coloniale, qui a consacré 6 millions à la construction de 16 usines, en moins de 5 ans, et 37 appartenant à des industries privées.

En dehors de ces établissements industriels, il existe en Haute-Volta 12 groupes mobiles et au Dahomey un groupe mobile monté sur camion.

L'ensemble de ces installations possède 127 égreneuses et 63 presses.

Par colonie la répartition est la suivante :

Sénégal : 5 usines administratives, 4 usines privées, 18 égreneuses, 5 presses.

Soudan Français : 5 usines administratives, 8 usines privées, 27 égreneuses, 12 presses.

Haute-Volta : 3 usines administratives, 14 usines privées, 31 égreneuses, 19 presses.

Côte d'Ivoire : 2 usines administratives, 1 usine privée, 28 égreneuses, 11 presses.

Guinée Française : 1 usine administrative, 2 égreneuses, 2 presses.

Dahomey : 3 usines administratives, 10 usines privées, 21 égreneuses, 14 presses.

On peut se rendre compte du développement pris par cette organisation, en rappelant qu'en 1925, l'Afrique Occidentale Française ne possédait que 21 usines d'égrenage (8 au Soudan Français, 3 en Haute-Volta, 6 en Côte d'Ivoire, 1 en Guinée, 3 au Dahomey).

Les colonies qui, sur cette matière, ont fourni le plus gros effort, sont la Haute-Volta (17 usines actuellement contre 3 en 1925) et le Dahomey (14 usines contre 3).

Il faut noter les progrès réalisés dans l'emploi du matériel agricole moderne. L'A. O. F., qui importait en 1922 154 tonnes de machines agricoles, en a importé, en 1927, 476 tonnes.

A la demande du lieutenant-gouverneur du Soudan français, l'A. C. C. a fourni au cercle de Sikasso un groupe d'égrenage mobile, sur camion et remorque, d'une valeur de 150.000 francs, pouvant traiter 1.250 kilogs de coton brut par jour. Si ce matériel mobile donne satisfaction, d'autres usines mobiles de ce genre seront mises à la disposition de l'A. O. F.

III

SÉLECTION DES ESPÈCES ET ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Les progrès du machinisme seraient vains si les qualités de la récolte étaient médiocres. Aussi le problème de la sélection scientifique des espèces, de leur acclimatement, de la lutte contre les hybridations et les parasites, donne-t-il à l'aspect agronomique de la culture du coton une importance essentielle.

On trouve partout en A. O. F. le coton à l'état sauvage. Les femmes indigènes savent le teindre et le tisser et quand les « guinéés », venues d'Europe, sont d'un prix trop élevé, les noirs fabriquent eux-mêmes les boubous qui constituent tout leur vêtement. Mais autre chose est de cultiver un coton qu'achèteront les filateurs européens.

Pour que la culture du coton prospère en A. O. F., il faut éduquer les populations indigènes. C'est le but que s'est proposé l'Association Cotonnière Coloniale.

Certaines terres, qui produisent actuellement 50 à 80 kilogs de coton à l'hectare, cultivées avec des outils primitifs, donneraient aisément 500 kilogs en moyenne si elles étaient cultivées d'une façon plus moderne.

Dans les colonies anglaises d'Afrique, l'Association Cotonnière Britannique, dotée d'une subvention annuelle de 1 million de livres par son Gouvernement (124 millions de francs) et aidée par des entreprises privées, a réussi à développer, dans des proportions considérables, la culture du coton; au Congo belge, l'Association Cotonnière Belge, avec les mêmes méthodes, a obtenu des résultats identiques.

Conformément au plan d'ensemble adopté en 1924 par le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française pour l'extension de la culture cotonnière dans cette colonie, un service agronomique du coton fut créé par un arrêté du 18 Avril 1926.

Ce service, qui devait comprendre des sections de botanique, de chimie, d'entomologie et de pathologie végétale, avait dans ses attributions :

L'étude des diverses régions de l'A. O. F. productrices de coton, en culture sèche ou irriguée ;

La détermination des espèces les plus propres à la culture dans chacune de ces régions ;

L'amélioration des types cultivés par les méthodes de génétique ;

La détermination, par l'étude des climats, des sols, des assolements et des engrais, des méthodes

de culture les plus convenables et les mieux adaptées au pays ;

L'examen de tous problèmes techniques se rapportant aux procédés de culture sèche ou par irrigation ;

L'étude du parasitisme et des maladies du cotonnier et la recherche des moyens de les combattre ;

L'étude du matériel agricole susceptible d'être employé en culture indigène ;

La centralisation de la documentation scientifique relative à la culture cotonnière dans les colonies françaises et à l'étranger ;

La rédaction de publications pratiques sur toutes questions agricoles se rattachant à la production cotonnière.

La station agronomique du coton dispose de champs d'expérimentation situés à Soninkours, près de Ségou, à Diafarabé, dans le delta nigérien, et à Siguiné, au nord de Sansanding.

Au point de vue entomologique, la station de Ségou a fait publier une intéressante étude due à MM. Mimeur et Vayssière, sur : Les insectes nuisibles du cotonnier en A. O. F.

A Ségou, s'élabore, peut-on dire, au prix de longs et patients efforts, l'avenir cotonnier de l'A. O. F.

Une fois le type favorable obtenu, il suffira de multiplier les semences sélectionnées, œuvre qui est déjà commencée dans certains centres comme Barouéli et Niénébalé et de transformer les métho-

des de l'agriculteur noir. Les fermes cotonnières qui existent actuellement s'y emploient. Elles sont actuellement au nombre de treize ; elles relèvent du service général des textiles, créé en 1924. Les résultats obtenus par ce service sont encourageants.

L'œuvre de la station agronomique de Ségou, fondée officiellement en 1926, avait été déjà amorcée par les études faites antérieurement par la Société privée qui avait été chargée, en 1922, par le Gouvernement général, de la vérification du projet d'aménagement de la vallée moyenne du Niger présenté par M. Belime en 1920. Cette société avait recruté notamment un spécialiste américain du coton, le docteur Forbes, dont les travaux sont poursuivis par ses élèves, MM. Barthaburn et Marchand.

Ce spécialiste, reprenant et continuant les travaux de Lecard au Sénégal (1864-1865) et de Vitalis et Froment à El Oualadji (1917-1920) sur l'acclimatement des cotonniers égyptiens, arrivait rapidement à cette conclusion que ces variétés ne convenaient qu'à la zone purement sahélienne de la colonie, c'est-à-dire où la pluviosité est constamment inférieure à 600 mm. et qu'il fallait abandonner l'espoir de les voir réussir dans la zone située plus au sud, dite zone soudanienne.

Dans cette dernière région, le problème de la substitution aux espèces indigènes à courtes soies refusées par l'industrie française, de variétés importées, fut plus long et délicat. Les essais portèrent d'abord sur des variétés américaines de G. Hirsu-

tum, sur lesquelles on fondait de grands espoirs ; des précipitations plus abondantes en certaines années amenèrent à reconnaître que l'acclimatement de ces variétés serait, dans cette zone, sinon impossible du moins particulièrement lent.

La station de Ségou cherche donc à résoudre la question en introduisant soit des *G. Hirsutum* déjà préalablement adaptés en d'autres contrées par de longues années de culture, soit en important d'autres espèces d'origine tropicale : les essais portèrent donc en même temps sur l'« Allen » de Nigeria, qui fut reconnu convenir parfaitement à une zone limitée au sud par une ligne passant à Tambacounda, Bamako, Boromo et Kandi, et sur des variétés importées de l'Inde, dont l'une, le « Karangani », s'est révélée très intéressante. Cette plante est prolifique ; sa fibre, blanche et fine, atteint 28 mm. ; quant au rendement à l'égrenage, il est de 30 %. Les essais sur cette variété vont être poursuivis dans plusieurs fermes cotonnières recevant des chutes de pluies variant de 1.000 à 1.600 mm.

Enfin, dans les climats plus humides, la preuve est maintenant à peu près certainement faite que les meilleures espèces sont celles qui y sont déjà acclimatées et cultivées depuis de longues années (*G. Barbadosense* et *G. Braziliense*) et que l'augmentation du rendement sera obtenue par une amélioration des moyens de culture indigène, aujourd'hui très primitifs.

La culture du coton en A. O. F. est contrôlée

par le service général des textiles qui a la haute main sur les essais tentés dans les différentes colonies du groupe.

Au Sénégal, la sélection des graines est assurée par une firme spécialisée installée à Matam.

Au Soudan, cinq fermes cotonnières étudient les meilleures variétés locales et exotiques pour améliorer la qualité des cotons originaires de la colonie.

Au Dahomey, les cotons d'espèces différentes, cultivés dans les diverses régions, avaient été peu à peu mélangés en raison du petit nombre des usines d'égrenage existant au début et recevant du coton de toutes les régions ; les diverses espèces s'étaient hybridées. Il était difficile de retrouver des types purs. Les espèces primitives sont le *Gossypium barbadense*, le *G. Peruvianum* et le *G. Hirsutum* (ou *Punctatum*). Les usines d'égrenage s'étant multipliées, il a été possible d'y faire un premier triage de graines, en ne conservant que celles des variétés convenant à chaque région. La sélection permet ensuite d'augmenter chaque année l'homogénéité des cotons les mieux adaptés à chaque région, d'améliorer les rendements et de diminuer les pertes dues aux maladies et aux parasites.

Parallèlement à cette sélection empirique, une sélection pédigrée est conduite par les fermes cotonnières établies dans la colonie, à partir des plantes choisies dans les champs indigènes.

IV

LES QUESTIONS DE TRANSPORT ET LE PROBLÈME DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La question du transport de la récolte, dès son évacuation vers la mer, est primordiale. Nous avons vu plus haut, à diverses reprises, qu'elle avait préoccupé l'administration coloniale et que l'extension du réseau routier (33.000 km. de routes et de pistes utilisables par les autos) avait été réalisée d'une façon remarquable. La question des tarifs ferroviaires, là où existent des voies ferrées, devait également être résolue de manière à faciliter l'acheminement de la récolte vers les usines d'égrenage et de ces dernières vers les apontements de la côte. Les tarifs de transports par le Thies-Kayes-Niger ont, en conséquence, été fixés libéralement comme suit :

1° Par wagon de 4 tonnes, par tonne et par kilomètre, de 0 à 400 km. : 0 fr. 70 ;

Au-delà de 400 km. : 0 fr. 30 en sus.

2° Par wagon d'au moins 14 tonnes, réduction de 10 % sur les prix ci-dessus ;

3° Par wagon d'au moins 18 tonnes, réduction de 20 % sur les prix de base.

Reste le problème complexe et crucial de la main-d'œuvre.

Les nègres travaillent rarement « comme des

Cf. Journal officiel de l'A. O. F., 8 Octobre 1927, p. 690).

nègres » soit que le climat ait débilité leur race, soit qu'une sous-alimentation chronique l'ait affaiblie. Ils produisent le minimum de vivres et de plantes textiles nécessaires à leur existence. Comme il ne saurait être question de les recruter contre leur gré pour les obliger à travailler sur des concessions européennes, étant donné le discrédit qui s'attache au travail forcé, cette survivance atténuée de l'esclavage, n'est-il pas à craindre que les exploitations européennes manquent de main-d'œuvre ? Le cultivateur travaille avec beaucoup plus d'ardeur à son propre champ, pour son propre compte, que comme ouvrier salarié ; d'ailleurs, la culture par les paysans autochtones n'exclut pas la grande production et l'on peut citer, à titre d'exemple, les arachides au Sénégal, le cacao à la Gold Coast, le coton dans l'Ouganda.

C'est en effet, semble-t-il, la méthode la plus générale à suivre en Afrique Occidentale et c'est celle à laquelle les Anglais, gens pratiques, s'attachent très fermement dans les colonies voisines des nôtres ; toutefois, les fermes modèles ou les centres de sélection, de préférence confiés à des entreprises privées et dirigés par des agronomes expérimentés, peuvent compléter heureusement la culture par l'indigène.

Les indigènes, qui transhument chaque année de la Haute-Volta et s'en vont travailler pour amasser un petit pécule à la culture du cacao à la Gold Coast, viendraient s'embaucher aussi bien dans des exploitations françaises s'ils y trouvaient

des salaires équivalents. Il faut y veiller. Si le bruit se répand que les indigènes qu'on installe sur de nouvelles terres sont satisfaits d'avoir abandonné leur ancien village, les colons ne manqueront pas.

L'intervention d'une société dirigée par des Européens n'empêche pas que les indigènes soient propriétaires de leur récolte, à condition d'en remettre un pourcentage à cette société pour prix de ses travaux.

La Chambre de Commerce de Saint-Louis, consultée en 1928 sur l'opportunité de garantir aux indigènes un prix d'achat minimum pour le coton, a émis un avis défavorable. Elle a préconisé en revanche les encouragements administratifs sous forme de primes. Mais l'exemple que nous donnent la Nigéria et le Congo belge doit nous porter à fixer un prix d'achat minimum si nous voulons réellement encourager les indigènes à cultiver le coton.

Autrement, il est de toute évidence que les indigènes préféreront la culture du da et du sisal et la cueillette du kapok à la minutieuse préparation de la récolte cotonnière.

Mais il ne suffit pas de fixer un prix minimum raisonnable pour l'achat de la récolte à l'indigène, il faut également assurer par des cultures complémentaires sa subsistance. C'est ce qu'a très bien compris l'A. C. C. et ce qu'elle s'efforce de réaliser dans la zone du Niger.

Il faut enfin assurer la loyauté des transactions commerciales par la fixation de marchés officiels contrôlés. Nous avons vu plus haut comment la

question a été résolue dans la plupart des colonies du groupe.

Bref, on peut avoir confiance. L'A. O. F. est en passe de rattraper l'avance prise en matière de coton par la Nigéria et le Congo belge. Il a fallu à ces deux colonies, pour s'organiser, un certain laps de temps. La Nigéria du Nord, qui a sorti, en 1921, 7.011 tonnes, n'en avait exporté en 1916 que 2.474. Le Congo belge, qui a produit, en 1925, 3.165 tonnes, n'en avait produit en 1916 que 4.

Les résultats déficitaires de 1927 ne doivent pas faire mal augurer de l'avenir cotonnier de l'A. O. F., car cette année a été mauvaise pour les colonies britanniques d'Afrique comme pour les nôtres.

Les usines d'égrenage de l'Association Cotonnière Coloniale ont produit en 1928, 1.088 tonnes de coton-fibres, contre 765 en 1927, 1.155 en 1926, 691 en 1925 et 210 en 1924. Les recettes de ces usines, en 1928, ont été de 909.000 francs en chiffres ronds, y compris celles afférentes au pressage et à l'emballage du kapok. A la Côte d'Ivoire, l'usine de Korhogo va être transformée et renforcée. L'effort de l'association devra aussi être intensifié au Soudan français et dans la Haute-Volta pour satisfaire les nouveaux besoins qui s'y manifestent.

Bien que la situation financière de l'A. C. C. se soit améliorée depuis deux ans, la limitation de ses ressources — 4 millions de francs environ par an — l'oblige à restreindre son action directe en A. O. F.

La forêt trace une ligne de démarcation entre

les contrées productrices de coton, divisant le pays en deux secteurs : celui du Nord et celui du Sud. Le premier comprend le Soudan et la Haute-Volta tandis que le second englobe la Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Togo.

Le secteur nord, qui possède des usines d'égrenage à Ségou, San, Bougouni, Sikasso, Koutiala, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou donne un rendement satisfaisant qui, au cours de l'année 1928, s'est élevé à 300 tonnes de coton égrené, laissant prévoir, pour 1929, une récolte au moins doublée. En effet, le Soudan, où la variété « Allen » a été introduite en 1926, bénéficie à l'heure actuelle de nombreux champs d'expérience et de fermes. Différentes méthodes de cultures y ont été expérimentées et il n'est pas douteux que les exportations vont grandir en qualité et en quantité, qu'il s'agisse de la culture sèche ou de la culture irriguée. Quant à la Haute-Volta, de l'avis d'hommes expérimentés comme M. Hesling, son avenir cotonnier présente de réelles possibilités.

Si nous passons au secteur du sud, les réalisations démontrent tout l'intérêt qui s'attache, dans ces régions, à la culture du coton. Si, au Niger, en raison de la difficulté des communications, la production est limitée à la consommation locale, si le Dahomey cotonnier végète, par suite d'emplois passagers, de semences défectueuses et de mauvaise qualité et aussi en raison d'une désorganisation qui a porté à la production un préjudice grave, il

n'en est pas de même fort heureusement, à la Côte d'Ivoire et au Togo.

Les cinq dernières campagnes pour la culture sèche avaient donné :

1924.....	2.600 tonnes
1925.....	4.800 »
1926.....	4.700 »
1927.....	4.987 »
1928.....	5.250 »

Il semble donc, si 1929 fournit plus de 6.000 tonnes, ce qui correspond à 28.000 balles environ, que la marche ascendante de la récolte reprend son cours, après le fléchissement causé en 1927 par la crise de 1926.

Nous savons déjà que la campagne d'ensemencement de 1929, qui fournira la fibre en 1930 a été particulièrement active et qu'elle se caractérise un peu partout par des progrès d'ordre technique et cultural appelés à produire les meilleurs effets si les conditions atmosphériques sont favorables.

En ce qui concerne spécialement le rendement des usines de l'A. C. C. il est en 1929, d'après les derniers renseignements reçus, de 1.425 tonnes contre :

en 1926.....	1.155 tonnes
en 1927.....	765 »
en 1928.....	1.088 »

Le tableau ci-après met en relief les progrès quantitatifs et qualitatifs réalisés depuis 1921.

ANNÉES	Tonnage total de coton exporté de l'A. O. F.	<i>Valeur commerciale par rapport au terme Standar Américain</i>		
		Soudan	Baoulé Côte d'Ivoire	Dahomey
1924	1.500	moins 100 à 150 fr. par 50 kgs	moins 80 à 100 fr. par 50 kgs	moins 50 fr. par 50 kgs
1925	2.400	»	»	»
1926	4.200	»	»	»
1927	(1) 2.600	»	»	»
1928	(2) 4.000	moins 35 à 50 fr. par 50 kgs	plus 30 fr. par 50 kgs	moins 50 fr. par 50 kgs

(1) Mauvaise récolte et bas cours.

(2) Evaluation.

CONCLUSION

Il importe de concentrer notre effort. Les capitaux dont peuvent disposer nos grandes industries textiles doivent être investis de préférence dans l'A. O. F. ou l'Afrique du Nord, afin qu'en temps de guerre et si la faiblesse de notre marine ne nous permet d'assurer nos communications qu'à travers la Méditerranée, nous puissions maintenir notre ravitaillement pour cette matière première essentielle.

En résumé, la production cotonnière de l'Afrique offre déjà des résultats inférieurs à ceux de l'Amérique et de l'Asie mais suffisamment substantiels pour autoriser de gros espoirs en une plus-value prochaine des exploitations existantes. L'Egypte ne donne-t-elle pas l'exemple ? Les efforts faits jusqu'à ce jour dans nos colonies nous permettent d'espérer sans excès d'optimisme le prompt ravitaillement de la Métropole en coton pour une large part de nos besoins grâce à nos cotonneries africaines. Les exportations du Congo belge et plus encore du Soudan et de l'Ouganda britanniques nous montrent que la persévérance en ce domaine est justement récompensée.

L'exemple belge vaut d'être particulièrement médité.

Nos amis belges ont obtenu au Congo des résul-

tats cotonniers splendides dont nous ne pouvons que nous réjouir. Ils nous donnent l'exemple et nous montrent ce qu'un effort persévérant et des méthodes judicieuses peuvent obtenir. De plus, si jamais la Belgique voulait, ce qui devient fort improbable, se défaire de son Domaine colonial, le droit de préemption, que nous tenons des traités, sur le Congo, nous donnerait une magnifique aire productrice.

Pour libérer son économie de lourds achats aux Etats-Unis et aux Indes, la Belgique a résolu de développer sa production cotonnière coloniale et sa ténacité a été couronnée de succès.

1916.....	4 tonnes
1917.....	20 »
1918.....	140 »
1919.....	215 »
1920.....	335 »
1921.....	665 »
1922.....	1.000 »
1923.....	890 »
1924.....	1.580 »
1925.....	1.165 »
1926.....	4.000 »
1927 et 1928	15.000 »

De nouveaux groupements s'intéressent à la culture et à l'égrenage du coton congolais ; cette production atteindra rapidement 15 ou 20.000 tonnes.

Le jour où la récolte des Etats-Unis sera absorbée par les filatures américaines, les cotons de

l'Uéle,, du Kivu, de Sankuru, du Maniéma, du Lomani, du Kasai, seront des plus précieux à nos voisins. D'ores et déjà ils leur fournissent une part importante de leur consommation.

Cette part serait plus importante encore si les Belges n'avaient eu l'idée de fabriquer sur place des cotonnades pour les indigènes. Une importante société, la Texaf (Textile africain), s'est constituée à cet effet le 14 août 1925 (Société congolaise à responsabilité limitée). Ses statuts ont été approuvés par arrêté royal, trois mois après.

Capital primitif : 10 millions, porté à 20 millions en 1926, à 50 puis à 100 en 1927.

Pour fabriquer de l' « américain », des couvertures des pagnes, la Société s'est assurée la propriété de zones cotonnières, accordées définitivement ou en option dans treize des vingt-deux districts de la Colonie, ceux qui conviennent à la culture du coton. En outre, dans le Chari-Tchad et l'Ubangi (Afrique Equatoriale Française), elle dispose de six vastes zones cotonnières. Dès maintenant, elle a, en pleine activité, vingt-sept usines d'égrenage, munies d'un matériel perfectionné provenant des usines Lagache Frères et pouvant traiter chacune 1.000 tonnes de coton brut par campagne.

Le nombre de ces usines sera porté à 50 et des fermes de sélection des graines leur seront adjointes.

La « Texaf » possède une centaine de tracteurs avec remorques, un remorqueur, des barges, etc.

Pour diviser les risques, elle fait de la polyculture : maïs, café, canne à sucre, ricin, coton d'Egypte, etc.

Rien que dans la province Orientale, principalement dans l'Uélé et le Maniéma, le « Texaf » a déjà construit 1.000 kilomètres de routes.

Elle a repris les affaires coloniales de Rhodius-Deby, comprenant une ferme de 2.000 hectares, à Léo-Ouest, près des rapides de Kitembo, la Rhodius-Kasaï et un très important département commercial : vastes installations à Léo-Est, terrains et bâtiments à Stanleyville et Brazzaville : achat et vente des marchandises destinées aux approvisionnements du personnel, des magasins, des factoreries, etc. Chacun des postes de la « Texaf » a un comptoir où le personnel et les indigènes peuvent se ravitailler en outillage agricole et en tissus.

Elle a installé en 1929 deux huileries pour traiter les graines de coton. Ultérieurement, à chaque usine d'égrenage, sera annexée une huilerie. Une raffinerie parachèvera le traitement de ces huiles brutes, à Léopoldville (1).

Des éléphants sont employés avec succès. Le labour par éléphant ne dépasse pas 35 francs par hectare, alors que par tracteur, il coûte de 5 à 700 francs.

Les usines de filature et de tissage de Léopold-

(1) Les graines de coton renferment de 15 à 18 % de leur poids d'huile comestible, et les tourteaux résiduaux peuvent servir à la nourriture du bétail ou d'engrais.

ville occupent un emplacement de 45 hectares entre deux petites rivières, la Gombe et la Basoko, sillonné de voies Decauville.

La « Texaf » a produit, en 1927, 3.600 tonnes de coton² brut ; en 1928, environ 8.000 tonnes et plus de 12.000 en 1929. Elle pourra produire 25.000 tonnes d'ici cinq ans et en tirer 10 millions de mètres de tissus par an. On fabrique surtout de l' « indigo drill », la cotonnade bleue chère aux noirs. Pagnes bariolés, couvertures, etc. viendront plus tard.

Sur ces 45 hectares, la « Texaf » érige une filature, un tissage (tissus pour vêtements et couvertures de coton) des ateliers de teinturerie, blanchiment, impression et apprêts, une fabrique d'ouate et de pansements, une usine pour la raffinerie des huiles extraites des graines de coton, des magasins d'entreposage et de warrantage (importation et exportation), sans compter des ateliers divers, des corderies, des magasins et entrepôts, une cité-jardin pour le personnel blanc, une hôtellerie, des bureaux, un dispensaire, un lazaret, une maternité, une chapelle, un bassin de natation, un terrain de jeux, une école d'enseignement professionnel et 4 hectares de plantations, une jetée et un port.

Les travailleurs noirs seront installés dans un camp de 35 hectares, au-delà du chemin de fer, le Matadi-Léo qui au Sud longe la concession.

La filature et le tissage emploient dès cette année 10.000 broches et 288 métiers.

La force motrice est fournie provisoirement par une centrale électrique. Mais on utilisera la houille blanche des chutes de Sanga sur l'Inkisi (convention du 10 décembre 1927).

Cette chute est située à quatre vingt-cinq kilomètres de Léo. Cette centrale hydro-électrique fonctionnera dès 1931 ; elle produira 30.000 CV. qui, pendant certains mois, pourront être portés à 50.000. Son établissement coûtera 80 millions environ, mais évitera à la « Texaf » l'importation de 10 millions de francs de combustible par an et lui permettra de vendre du courant à Léopoldville. On estime le chiffre d'affaires probable de la Texaf à deux cent millions, car ses débouchés sont assurés.

Le Congo a importé en 1926 pour 200 millions de tissus (départ d'Europe) qui, grevés des frais de transport et de douane, représentât 280 millions. L'A. E. F. l'Angola et l'Est-Africain consomment, en outre, pour plus de 50 millions de cotonnades. Et, avec les possibilités (croissantes) d'achat des noirs, ce chiffre sera dépassé. Bref, la « Texaf » dans quelques années, pourra mettre en œuvre 20.000 tonnes de coton, provenant de ses zones cotonnières au Congo et en Afrique Equatoriale Française. L'optimisme de l'énergique directeur de la « Texaf », M. Rhodias Deby, semble donc justifié.

Le développement de la culture du coton entraîne non seulement une mise en valeur accélérée du pays (construction de routes, etc.) mais une

prospérité générale accroissant le pouvoir d'achat des indigènes.

En 1922, il a été payé près de 2 millions de francs pour le coton aux cultivateurs du Congo ; en 1923, ils reçurent 8 millions en 1927 près de 12 millions de francs. Ces sommes sont largement récupérées tant par la meilleure rentrée de l'impôt que par l'intensification du commerce.

Il peut être intéressant d'examiner quels ont été les rendements dans les divers districts :

	1922-23	1923-24	1924-25
Distrit du Maniema.....	512.000	994.000	1.447.491
Bas-Uelle :			
Secteur de Bonde Uelle-Bomur	592.367	837.351	1.117.339
Secteur Central	425.593	758.745	1.664.935
Station de sélection de Bambea			
District de Haut Uelle.....	271.370	964.936	3.338.131
» de l'Ituri	3.000	116.000	180.000
» de Sankuru	118.058	446.480	295.444
Station de sélection de Sangaie			2.616
District du Kasai.....		139.000	18.000
» du Lomani			275.000
» du l'Ubangi			192.000

La Texaf n'a pas même en fait le monopole absolu de l'usinage. Elle ne possédait, en effet, en 1925 que 50 usines d'égrenage sur 139 dont 54 appartenant à la Cotonnière Congolaise. 11 à la Nieuwe Afrikaansche Handels Venootschap (N. A. H. V.) 4 à la Belgoka, 10 à la Compagnie Congolaise d'importation et d'exportation (Cominex), 3 à la Sabbo, 1 à la Société Gilleau et 1 à la Société Magimi.

Si les sociétés cotonnières se sont développées

avec une extrême rapidité, c'est grâce à la politique suivie par le Gouvernement Belge. Cette politique, en effet, mettait les sociétés en question à même de se procurer les quantités nécessaires pour alimenter leurs égreneuses. En effet, chaque usine reçoit avec l'autorisation de s'installer dans un point déterminé, le droit d'acquérir tous les cotons produits dans une zone s'étendant généralement à 20 kilomètres à la ronde, sans concurrence possible de la part des sociétés commerciales qui n'ont pas le droit de traiter ce produit. L'indigène est certain de vendre tout le coton qu'il récoltera à un prix connu de tous et fixé pour chaque saison par le Gouvernement. Ce système a, du reste, été simplement calqué sur celui qui a été adopté par les Anglais en Ouganda où il a donné ses preuves puisqu'il a permis à cette colonie d'exporter l'an dernier 200.000 balles de coton contre 25.000 en 1915.

On appelle zone cotonnière un secteur agricole délimité par l'Administration territoriale et dans lequel le monopole d'achat du coton cultivé par les indigènes est réservé pour dix ans à une compagnie concessionnaire, à charge, pour elle, de construire une usine d'égrenage en matériaux définitifs, de fournir des graines préalablement sélectionnées et désinfectées aux cultivateurs noirs, et de payer les récoltes suivant un prix fixé par le gouvernement de la province. En contre-partie des engagements pris par la société, ledit gouvernement use de toute son influence pour encourager voire

même contraindre les indigènes à faire du coton. En fait, dans tous les districts, sous peine de sanctions administratives, chaque chef de famille doit ensemençer un minimum de 25 ou de 40 ares par an. Quels sont les résultats de ce genre de culture obligatoire ? En 1915, la production de la province orientale du Congo belge était de 15 tonnes, elle atteignait 15.000 tonnes en 1927 et 20.000 en 1928, coton brut naturellement de l'espèce dite Triumph et donnant comme d'ailleurs tous les cotons 33 % de fibres à l'égrenage. Le rendement moyen obtenu par l'indigène à l'hectare cultivé oscille entre 130 et 275 kilos, tandis que dans les cultures dirigées par des Européens on obtient des récoltes dépassant 800 kilos.

Pour les transports, l'emploi de tracteurs à gaz pauvre de bois pourrait être limité en A. E. F. de même que nous pourrions adopter les charrois par éléphants.

Les variétés américaines dites « Upland » donnent pratiquement les meilleurs résultats.

Le Maniéma est le berceau de la culture du coton. C'est dans la ferme de l'Etat à Nyangwe que l'expert américain Fischer établit ses premières cultures cotonnières et que M. Blommaert, inspecteur de l'Agriculture, organisa les premiers essais de culture du coton dans les villages indigènes.

Le Gouvernement, sous l'impulsion de son directeur général de l'Agriculture, M. Leplae, et d'hommes entreprenants comme M. le Gouverneur de Meulemeester, n'hésita pas à faire appel, en

1916, à des spécialistes — MM. Fischer et Mees notamment, ce dernier fondateur de la Compagnie Cotonnière Congolaise — pour procéder aux études préliminaires. Et il prit un décret dont les grandes lignes sont les suivantes :

Interdiction de semer des graines de coton autres que celles fournies par le gouvernement ou dont la bonne qualité a été constatée par lui.

Obligation pour le cultivateur de faire connaître l'emplacement de ses champs, de détruire les cotonniers atteints de maladie, de brûler les plants des anciennes cultures avant d'effectuer une nouvelle plantation.

Obligation pour le détenteur de coton brut de l'égrener dans les quatre mois de la récolte, de posséder des machines modernes capables d'égrener la récolte dans le délai fixé et de désinfecter les graines simultanément avec l'égrenage ; d'installer ses machines et d'emmagasiner ses cotons dans les bâtiments à toitures étanches pourvus d'une aire bétonnée ; enfin, de comprimer le coton égrené en balles de 200 à 250 kilogs.

Si l'Uélé a progressé rapidement, surtout parce que le pays se prête admirablement à la construction d'un réseau routier, le Maniéma n'est pas aussi favorisé à cet égard et, dans la région du Sud dont l'artère principale est le chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, le sol sablonneux exige un travail énorme pour permettre un trafic aussi régulier que dans l'Uélé.

Ce que les Belges ont pu faire au Congo, nous

pouvons avec de la persévérance le réaliser en A. O. F. à condition d'y investir les capitaux suffisants.

Toutefois, l'influence des vents desséchants du désert qui soufflent sur la boucle du Niger réservent des surprises désagréables, s'il faut en croire M. J. Chailley (cf. Annales de l'Académie des Sciences coloniales, t. V). Et c'est plutôt dans les zones côtières que le coton se développera d'une façon largement rémunératrice.

La question a trop d'importance pour que les pouvoirs publics ne s'efforcent pas d'encourager efficacement la culture du coton en A. O. F. Mais il appartient également au Parlement qui est saisi d'un vaste projet d'emprunt de notre grand groupe de colonies de l'ouest africain de voter sans plus tarder les crédits nécessaires.

Le projet de Loi autorisant un emprunt colonial de 5 milliards déposé le 23 mai 1929 sur le bureau de la Chambre par MM. Poincaré, Maginot et Chéron et actuellement en instance au Sénat comporte des sommes importantes pour la mise en valeur de l'A. O. F. et spécialement l'aménagement de l'irrigation nécessaire à la culture du coton dans la vallée du Niger.

M. Auguste Brunet dans son rapport général (impressions de la Chambre des Députés, 1930, n° 2.930) rappelle comment le crédit global affecté à l'A. O. F. et primitivement fixé à 1.365.000.000 fr. a du être porté, en raison de la déficience des prestations allemandes prévues par le plan Dawes auquel s'est substitué le plan Young, à 1.570.000.000

fr. A cette somme qui sera demandée à l'emprunt s'ajouteront 503 millions fournis par les ressources propres de l'A. O. F. Le programme de travaux qui seront rendus exécutable par le vote définitif de ces crédits comportera 1.500 km. de chemins de fer, évalués à 1.045 millions, des aménagements de ports (notamment dans la lagune de la Côte d'Ivoire) et de canalisation (619 millions), des travaux d'édilité et des œuvres sociales, des travaux de ponts et chaussées (32 millions). La tranche qui intéresse plus particulièrement le développement de la culture du coton, celle qui a trait à l'irrigation et aux endiguements, s'élève à 304 millions.

Vu : *Le Président,*

H. TRUCHY.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

ANNEXES

Liste des principales Sociétés Commerciales et Banques s'intéressant à la Culture du Coton en A. O. F.

(N.-B. On trouvera dans le *Bulletin* de l'A. C. C. n° 83, pp. 301 *sqq.* la liste des membres de l'A. C. C.).

Association Cotonnière Coloniale, fondée en 1903, 53, rue de Chateaudun, à Paris.

Banque Cotonnière, destinée à financer les achats directs de la filature française auprès des coopératives de fermiers américains, fondée avec le concours de la Banque de Paris, et des Pays-Bas, par MM. Victor TENTHOREY, d'Epinal, Eugène LAVOISIER, de Saint-Léger du Bourg Denis, Julien Le BLAN, de Lille, MAX PRUDHOMME, d'Epinal, André SCHWOB, d'HÉRICOURT, de Paris, Pierre TOULEMONDE, de Tourcoing. (Juillet 1927).

Banque de l'Afrique Occidentale, Paris, 38, rue de la Bruyère, (IX^e), Capital, 6 millions.

Banque Française de l'Afrique, 23, rue Taitbout, à Paris, (IX^e), capital, 50 millions.

Compagnie Coloniale de l'Afrique Française, Paris.

Compagnie Cotonnière, Société Anonyme au capital de 5 millions, Le Havre. (Opérations de terme).

Compagnie Cotonnière de Tolga, à Rouen.

Compagnie de Culture Cotonnière du Niger, Paris, 8, rue Laffitte, (IX^e). Fondée le 4 Mars 1920, au capital de 8 millions porté à 20 en 1925. Président du Conseil d'Administration : M. Cahen FUZIER ; Administrateur : Henri HIRSCH.

Compagnie de Cultures Tropicales en Afrique, Paris.

Compagnie de l'Afrique Occidentale, Paris.

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale.

Comptoir de l'Industrie Cotonnière, 19, rue Poissonnière, Paris.

Comptoir Industriel Cotonnier, Epinal.

Cotonnière du Touquet, Tourcoing.

Cotonnière Lilloise.

Journal (Banque) et Cie, à Paris.

Société Anonyme de Filature, 28, rue du Curoir, Roubaix.

S. A. des Cultures de Diakandape, 44, rue Ferrère, Bordeaux, fondée le 13 Mai 1919, au capital de 1.300.000.

Société Anonyme d'Industrie Cotonnière.

S. A. du Pasquier et Cie, Le Havre, Capital, 6 millions.

Société Auxiliaire Africaine, 15, rue Vauban, à Bordeaux.

Société Coloniale des Cotons et Fibres Textiles, 11, rue Lafayette, Paris (IX^e), fondée le 16 Janvier 1923, capital, 600.000 francs.

Société Commerciale de l'Ouest Africain, Paris, 7, rue de Téhéran, capital, 105 millions.

Société Cotonnière de la Côte-d'Or, Trouhans.

Société Cotonnière de l'Est, Vincey (Vosges).

Société du Coton et des Textiles Africains, Bordeaux.

Société Française des Cotons à coudre, 86, Boulevard Sébastopol, Paris.

Société Française pour le Commerce avec les Colonies et l'Etranger, Paris, 58, rue Saint-Lazare.

Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière Française, 20, rue des Capucines, à Paris.

Liste des Usines d'Égrenage en A. O. F.

USINES DE L'A. C. C.

Soudan Français. — Segou ; San ; Koutiala ; Bougouni ; Sikasso.

Haute-Volta. — Ouogadougou ; Bobo ; Dioulassou.

Côte d'Ivoire. — Bouaké ; Korogho ; Séguala ; Dimbroko.

Dahomey. — Parakou ; Bohicon.

Guinée. — Kouroussa.

ENTREPRISES PARTICULIÈRES

Sénégal. — 5 usines administratives ; 4 usines privées.

Soudan Français. — Diré ; Kayes Diakandapé ; Diamou ; Bamako ; Kolokani ; Koulikoro ; M'Pésoba ; Foulon (2 usines).

Haute-Volta. — Ouagadougou (3 usines) ; Bobo ; Dioulasso ; Koudougou (2 usines) ; Dédougou (2 usines) ; Tougan ; Tenkodogo (2 usines) ; Yako.

Côte d'Ivoire. — Bouaké.

Dahomey. — Bohicon ; Djougou ; Parahoué ; Savalou ; Kandy ; Nikky.

Soit, si l'on élimine les petites installations de fortune, 45 installations mécaniques.

Exportation Cotonnière Coloniale Française
(en kilos)
A. O. F.

1927	1928
Sénégal 1.047.000	Sénégal 1.430.000
Guinée 83.000	Guinée 19.000
Côte d'Ivoire ... 1.459.000	Côte d'Ivoire ... 1.239.000
Dahomey 727.000	Dahomey 718.000
Soudan 10.000	Soudan 27.000
	Niger 2.000
<u>3.326.000</u>	<u>3.435.000</u>
Afrique E. F. 141.992	Afrique E. F. 102.949
Madagascar 2.480	Madagascar 13.188
	(pour les 10 premiers mois)
Indochine 2.064.000	Indochine 346.000
Algérie 1.737.300	Algérie 1.163.500
Nouvelle Cal.... 227.300	Nouvelle Cal.... 425.632
Maroc 94.103	Maroc 99.700
Océanie 7.233	Océanie 7.000
Guadeloupe 28.464	Guadeloupe cyclone
Togo 1.661.000	Togo 1.536.000
<u>9.289.872</u>	<u>7.128.269</u>

BIBLIOGRAPHIE

- Afrique (L') Occidentale française*, p. LAROSE, 1927. (pp. 3, 11, 27, 57).
- Agriculture (L') pratique des pays chauds*. (Rev. publ. par CHALLEMEL. Cf. n°s 1, 8, 34, 44, 47, 50, 96).
- Agronome (L') Coloniale*, passim.
- Annuaire des entreprises coloniales*.
- Annuaire du Gouvernement Général de l'A. O. F.*
- Association cotonnière Coloniale*. Cf. Bull. P. GAINCHE, 1903-07. 8° S. 13319. Le Coton National. *La Dépêche Coloniale*, 24 Mars 1928.
- BELIME (E). — *La Production du coton en Afrique Occidentale Française. Le Programme Carde*. P. Comité du Niger (2 square de l'Opéra), 1925 : in-8, 265 pages, cartes 8° S. 17747.
- *Les Travaux d'irrigation du moyen Niger*. *Rev. Pol. et Parl.* 10 Juillet 1929.
- *La situation actuelle de la culture cotonnière en Afrique Occidentale française...* (ex. *Rev. de Botanique appliqué et d'agriculture tropicale*. T. IX, 1929, n°s 89, 90 et 91). P. Agence économique de l'A. O. F. 1929 (39 p.).
- BLOUD Henry. — *Le Problème cotonnier et l'Afrique Occidentale Française. Une solution nationale*. P. LAROSE, (11, rue V. Cousin), 1925. 391 p. cartes, 25 fr. 4° S. 3393.
- BOURDARIE (Paul). — *Les ressources cotonnières de nos colonies et leur mise en valeur après la guerre*. p. 1918.
- BOURDETTE (Victor). — *Etude sur la culture du coton dans les colonies françaises*. P. 1909, 199 p. 8° F. 20658 th. dr..
- BRENEZ (A.). — *La culture du cotonnier au Loman (Congo Belge)*. *Bulletin agricole du Congo Belge*, Mars 1928.

- BRUEL (Georges). — *L'Afrique Equatoriale Française*. (Larose, 1930).
- BRUEL (Charles). — *Le coton en Algérie. Histoire, culture, préparation et ventes. Débouchés.....* Alger, 1909, 263 p. 8° S. 13636.
- Bulletin de l'Agence économique A. O. F.* (Mensuel, fondé en 1920).
- Bulletin de la Société de Géographie et d'Etudes Coloniales* (de Marseille). 1927, pp. 49 sqq.
- Bulletin de la Statistique générale de la France*. P., Alcan, (trimestriel).
- Bulletin International du Coton*, publié par la *Fédération internationale du Coton*, fondée en 1904. (arno s. Pearse Sre Gal).
- Bulletin Mensuel de l'Agence économique des territoires africains sous mandat*, n° 13 (Nov. 1927), pp. 451-453.
- Bulletin trimestriel de l'Association cotonnière coloniale*. (fondée en 1903, cf. Association.
- CANET (Albert). — *La culture du coton dans les colonies françaises*. Troyes 1925, 63. P. 8° S. 17185.
- CHARLES PIERRE (E.). — *Le coton au Congo Belge*, *Journal de Rouen*, 3 Février 1928.
- CHENON (P.). — *L'avenir du coton dans les colonies françaises*. cf. *Bull. de l'ass. cot. Col.*, avril 1928, p. 205.
- CHEVALIER Auguste. — *Les végétaux utiles de l'Afrique tropicale française*. p. (9 vol.) (art. dans *Revue Scientifique*, Février-Mars 1925).
- Les cotonniers indigènes du Sénégal et du Soudan, *Revue de botanique appliquée et d'agriculture tropicale*. Nov. 1930.
- CLEMENTEL (E.). — *Larousse commercial*. P. Larousse, 1929. (art. Coton).
- COSNIER (Henri). — *L'Ouest Africain Français...* P. Larose, 1921.
- Côte (La) d'Ivoire*. — Montauban, 1922 (Broch. publiée par le commissariat de l'A. O. F., à l'exposition coloniale de Marseille, p. 28 : Statistiques de l'exportation en 1919 et 1920.

Coton et culture cotonnière. (Périodique consacré aux questions cotonnières publié par l'Agence générale des colonies et le comité d'encouragement aux recherches scientifiques coloniales, Section du coton, fondé par F. HEIM de BALSAC). P. 34, rue Hamelin (XVI°).

Courrier (le) colonial. Passim.

Courrier (le) Colonial. Supplément illustré 8. 12. 1927.

DARIAC (Adrien). — *Technique agricole et production cotonnière, l'Economiste Colonial*, 12 Février 1929.

DESSAGNES (Pierre). — *Le marché colonial et l'industrie métropolitaine, les tissus de coton...* Amiens, 1903. 4° V. pièce 5416.

DEVAUX (Eugène). — *Le coton du Niger, Les Annales coloniales*, 5 Avril 1928.

DEWARIN (Maurice) DELIBERT (Paul) et HOUDART (Marcel). — *Comment mettre en valeur notre domaine colonial...* P. 1920.

Domaine (Le) Colonial Français. P. ed. du Cygne, 1929.30. 4 vol.

DYBOWSKI (Jean). — *Les progrès de la culture du cotonnier dans les Colonies Françaises. Coton et culture cotonnière.* Vol 2, fasc. 3. (30 Déc. 1927).

Economiste (L') colonial. Passim.

ESNAULT-PELTERIE. — *Le coton dans les colonies françaises.* Melun, 1908. 25 P. conf. 8° S. pièce 10 512.

ETESSE (M.). — *La production cotonnière en Afrique occidentale...* P., Larose, 1926. 67 p. (Bibl. de l'Institut Nat. d'agronomie coloniale). 8° S. 17693.

— *Les grands produits Africains. L'Afrique Française.* Septembre 1929.

FORBES (Dr) R.-H. — *Le coton dans la vallée moyenne du Niger. Essais de culture (1923-24). Rapport du chef de la mission scientifique permanente du coton.* (P., Larose, 1926, 149 p., carte. (Gouv. Gal de l'A. O. F., service Gal des textiles et de l'hydraulique agricole). 8° S. 17479.

France (La) textile. Passim.

- FRANÇOIS (G.). — *Les productions de l'A. O. F.* p. Challa-
mel, 1918.
— *Notre colonie du Dahomey* P.....
- GUÉRIN (Jacques). — *Les colonies cotonnières.* P. 1907, 182
p., 8° F, 19421.
- GUY (Camille). — *L'Afrique Occidentale Française.* P., La-
rose, 1929, pp. 143 sqq.
- HARMANN (P.). — *Matières premières africaines...* P. Larose.
- HELO (Général). — *La colonisation et la main-d'œuvre au
Soudan et en Haute Volta.* 1923.
- HENRY (Yves). — *Le coton dans l'Afrique Occidentale
Française.* P., Challamel, 1906. 346 p., 8° S. 13.493.
— *Campagne cotonnière de 1906 en Afrique Occiden-
tale.* P., Challamel, 1907.
- F. VUILLET et H. LAVERGNE. — *Les irrigations au Niger et
la culture du cotonnier.* publ. par l'Inspection Géné-
rale de l'agriculture de l'A. O. F.). P., Larose, 1922.
- HENRY (Yves) et LOMMET (M.). — *Irrigations et cultures
irriguées en Afrique Tropicale.* P., Larose, 1918.
- JOUCLA. — *Bibliographie de l'Afrique Occidentale.* P., San-
sot, 1911.
- Journal Officiel de l'A. O. F., 8 Octobre 1927, p. 690. (Rè-
glement relatif au transport par voie ferrée).
- Journal Officiel du Togo. — 1^{er} Juillet 1927.
- Journée Industrielle (La). Passim.
- JUMELLE (Henri). — *Les cultures coloniales.* VI. P., Bail-
lière, 1927 (Vulg.), 8° S. 17.205 (6).
- LA BEAUMELLE (Anglivielle de). — *Rapport sur l'industrie
cotonnière.* (extr. publ. in bull. de l'assoc. cot. col.
Juillet 1929. P., 315, sqq.
- LALANDE (W.). — La production du coton en Côte d'Ivoire.
Coton et culture cotonnière. 1927, P., 85.
— La production du coton en Haute Volta. *Coton et
culture cotonnière,* 1927. P., 78.
— La récolte mondiale de coton. Son influence sur la
production cotonnière dans nos colonies. *Coton et
culture cotonnière,* 1927, p. 23.
— En Afrique Occidentale Française. La campagne

- cotonnière de 1926-1927. *Coton et culture cotonnière*, Déc. 1927, pp. 100 sqq.
- L'effort de l'Angleterre en Afrique. *Coton et culture cotonnière*. Sept. 1928, pp. 187-195.
- L'achat du coton aux indigènes. *Coton et culture cotonnière*. Déc. 1928, pp. 257-262.
- La campagne cotonnière de 1928-29 en Egypte et au Soudan. *Coton et culture cotonnière*. Avril 1929, pp. 75 sqq.
- LALIERE (A.). — *Le coton, culture, préparation, commerce*. Gand, 1908 (extrait de l'union textile). 4° S. 2572.
- LANDEGHEM (André). — La question du coton au Congo Belge. *Bull. de la société Belge d'études et d'expansion*. (Liège, Juin 1927).
- LAVEDAN (André). — La crise cotonnière et la production coloniale. Un entretien avec M. HESLING. *La Journée Industrielle*, 29 Octobre 1930.
- LAVERGNE (H.) cf. HENRY (YVES). — (in *les irrigations au Niger... Analyse des terres*).
- LE BARBIER (Louis). — Le coton chez les noirs de l'A. O. F. *Les Annales Coloniales*, 13 Septembre 1927.
- LEDERLIN (A.) GALLOIS (Lucie). — *La culture du coton dans le monde*. P., Colin s. d. 19 p.. Extr. *Annales de Géographie*, n° 34, 15 Juillet 1898, 8° S. Pièce 11.896.
- LEPLAÉ (Edmond). — Le Progrès récent de la culture du coton au Congo Belge. *Coton et culture cotonnière*. Mai 1928, pp. 1 sqq.
- MASQUELIER (Georges). — *Le problème du coton et nos colonies*. (Rapport au Comité des Conseillers du commerce extérieur). *Bull. de l'assoc. Cot. Col.* Avril 1928, pp. 143 sqq.
- MAURETTE (F.). — *Les grands marchés des matières premières*. P., Collin, 1928, 198 p., 8° V. 47.607.
- MICHOTTE (Félicien). — *Le coton, sa disparition prochaine et irrémédiable, l'erreur de sa culture*. P., Larose, 1924.
- *Le mirage du coton, l'impossible problème démontré par lui-même*. Larose, 1926.

MICHEL (Henri). — La culture du coton au Togo. *Les Annales coloniales*, 19 Juillet 1927.

Mois (le) colonial. Passim.

Monde (le) Colonial illustré. Passim.

MONTEIL (Charles). — *Le coton chez les noirs*. P., Larose, 1927. 100 p. et pl. 2,50 (membre correspondant de l'Académie des Ass. Col.). 4 Lk 11 1205. (Public. du comité d'études historiques et scientifiques de l'A. O. F., Etat actuel de nos connaissances sur l'A. O. F. IV).

MORAND (Paul). — *De Paris à Tombouctou*. P., 1928, passim.

PERRET (Charles). — Revue de la situation cotonnière en Algérie. *Coton et culture cotonnière*. Décembre 1928, pp. 271, 282.

PERROT. — *Les grands produits végétaux des colonies françaises*. P., Larose, 1915.

PICARD (E.). — La politique cotonnière Française. *La France Textile*. Avril 1929.

POMMERY (Louis). — La question cotonnière. *Revue économique française publiée par la société de Géographie commerciale de Paris*. Juillet-Août 1928, pp. 232 sqq.

POULAINE (Robert). — Une enquête coloniale. A travers l'Afrique. Au Congo Belge : or et coton. *Le temps*, 9-7-1929.

PRAT (de) (D.). — L'emploi des cotons coloniaux en filature. *Coton et culture cotonnière*. 1927, p. 88.

Problème (le) du coton en A. O. F. — Compte-rendu de la séance du 9-7-24 du Conseil supérieur des Colonies, Section des Textiles P.).

PUPIN (René). — *Le Coton, sa production, sa consommation, son rôle économique*. P., Alcan, 1905-1906, 84 p., 8° S. 13.425.

Quinzaine Coloniale (La). Passim.

Récolte (la) cotonnière 1924-1925. Le Havre. Société Générale cotonnière R. Schwob et Cie, (17, rue Fontemalle). 1925, 11 p. 8° S. Pièce 13.633.

RENOUARD (Alfred). — *Les pays producteurs de coton...*
Lille, 1885. (Pièce) 8° S. Pièce 3472.

Revue commerciale et maritime de la place du Havre.

SARRAUT (Alb.). — *La mise en valeur des colonies françaises.* P., Payot, 1922.

— *Exposé des motifs du projet de loi.* (Cf. Chambre des Députés n° 2.449, 1921, portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises... pp. 84 sqq.

SCHLUMBERGER. — Conférence... sur son voyage en Afrique Occidentale Française. *Bull. de l'ass. Cot. Col.*, Avril 1929, pp. 95 sqq.

SENN (E.). — La mise au marché des cotons coloniaux français. *Coton et culture cotonnière* 1927, p. 62.

Situation actuelle de la culture du cotonnier en Côte d'Ivoire. (Rapports). Vingerville, 1911 et 1918.

Temps (le) 14-9-1928. — Le coton en Afrique Occidentale.

THIERRY (René). — La politique du coton en A. O. F. *L'Afrique Française.* Décembre 1927.

Vie (la) technique industrielle, agricole et coloniale, numéro spécial sur l'A. O. F.

VUILLET (J.). — Conditions de développement de la culture cotonnière dans l'Ouest africain et particulièrement au Soudan Français. *Coton et culture cotonnière.* Décembre 1928, pp. 211-217.

ZOLIA (Daniel). — *Conférence sur le coton dans les colonies françaises. Le problème et ses solutions.* Rouen, 1908, 13 p., 4° S. 1805 (ex. *Bull. de la soc. normande de Géographie*, 1^{er} cahier de 1908).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	III
CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA CULTURE DU COTON EN AFRIQUE	1

PREMIERE PARTIE

Les régions cotonnières et leur importance productive

I. — Haute-Volta	25
II. — Côte d'Ivoire.....	27
III. — Soudan	38
IV. — Dahomey	55
V. — Niger	61
VI. — Sénégal	62
VII. — Guinée	64
VIII. — Mauritanie	65
IX. — Production d'ensemble de l'A. O. F.....	66

DEUXIEME PARTIE

Le développement de la culture du coton en A. O. F.

I. — Travaux hydrauliques	73
II. — Matériel agricole et usines d'égrenage.....	77

III. — Sélection des espèces et enseignement agricole	79
IV. — Les questions de transport et le problème de la main-d'œuvre.....	85
CONCLUSION	93
ANNEXES	105
BIBLIOGRAPHIE	109
